

RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

ANNEE 2008-2009

FEVRIER 2011

Cette publication a été produite pour examen par l'Agence des États-Unis pour le développement international. Elle a été préparé pour le projet USAID / HIFIVE par Lhermite François de SMG.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	III
TABLEAUX.....	VII
INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS	1
I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI	5
II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT	1
III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE	3
IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES	5
1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES	5
1. La dimension du personnel des IMF étudiées.....	5
2. La taille et la couverture du réseau	5
3. L'âge moyen des IMF	5
4. La Taille du bilan.....	5
2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES	7
1. Nombre d'emprunteurs	8
2. Nombre de déposants.....	9
3. Volume d'épargne.....	12
4. Volume du crédit : Répartition en fonction du sexe des bénéficiaires et du type d'institutions	12
5. Répartition du portefeuille en fonction de la méthodologie de crédit utilisée	13
6. Ventilation du portefeuille par secteur d'activités des bénéficiaires	13
7. Ventilation du portefeuille par localité et type d'institutions	13
3. ASPECTS MANAGERIAUX.....	18
1. L'Existence d'Organe de Gestion et de Contrôle.	18
i. Gestion Administrative	18
ii. Gestion Financière	18
iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process ».....	18
4. ASPECTS MARKETING	20
1. Le produCt- Mix	20

i.	Tarification des prêts et des dépôts.....	20
	5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIEES	21
	1. Structure Financière.....	21
	2. Performance Financière.....	22
	3. Autosuffisance opérationnelle et Financière.....	22
	4. Rentabilité de l'actif (ROA) et des fonds propres (ROE)	22
	5. Rendement brut et Marge d'intermédiation	22
	6. Efficience opérationnelle	23
	7. Productivité du personnel.....	23
	8. Qualité de l'actif	23
i.	La qualité du portefeuille.....	23
ii.	Le taux de l'actif sujet à risque.....	23
iii.	Taux d'actifs générateurs de revenus.....	23
	6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT	24
	1. Emplois directs	24
	2. Valeur ajoutée générée et revenus de salaires ...	24
	V. ANALYSE INFERENTIELLE	29
	1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHE RETENUS	29
	2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON AU NIVEAU DES	29
	INDICATEURS RETENUS	29
	3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS	29
	CRITERES	29
	1. Taille et répartition du marché en termes d'actif, de	30
	portefeuille et d'épargne.....	30
	2. Revenus brut générés et profits réalisés	30
	3. Valeur ajoutée et emplois	31
	VI. ANALYSE COMPARATIVE	37
	1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA	37
	MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.	37
	2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2009 DU SECTEUR DE LA	37
	MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.	37
	3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE	38
	SECTEUR BANCAIRE	38
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	40
	VII. ANNEXES	44
	1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS	44
	1. Qualité de l'actif	44
	2. Portefeuille à risque	44

	3. Taux de remboursement.....	44
	4. Politique de Crédit	45
i.	Taux d'intérêt nominal.....	45
ii.	Intérêt dégressif.....	45
iii.	Intérêt linéaire (flat).....	45
iv.	Taux d'intérêt effectif annuel.....	45
v.	Épargne forcée ou obligatoire.....	45
vi.	Frais de dossier	45
vii.	Durée des prêts.....	46
	5. Structure financière.....	46
	6. Performance financière.....	46
i.	Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS).....	46
ii.	Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS).....	46
iii.	La marge d'intermédiation.....	46
iv.	Efficiences administrative	46
	7. Productivité.....	47
i.	Productivité du personnel	47
ii.	Productivité du réseau.....	47
	8. Méthodologie de crédit.....	47
i.	Crédit individuel	47
ii.	Banque communautaire (BC)	47
iii.	Groupe solidaire (GS).....	47
iv.	Mutuelle de solidarité (MS).....	48
	9. Les bases d'analyses et les indicateurs	49
	2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION	53
	3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN 57	
	1. Origines de l'écart de capacité bénéficiaire entre 2006 et 2007	57
	2. secteur bancaire : Bilans comparatifs des 10 dernières années	58
	3. secteur bancaire : Comptes d'exploitation comparatifs des 10 dernières années.....	59
	4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	61

5.	LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ECHANTILLON	62
6.	FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE	64
7.	LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS	76
	1. SMG/UniQ	76
	2. Haïti MSME	76
	3. DID	76
	4. ANACAPH	76
	5. KNFP	76
	6. ANIMH	76

TABLEAUX

TABLEAUX

Le tableau ci-dessous est consacré à la définition des quotas et des sous-quotas.....	4
Tableau 1: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux.....	6
Tableau 1A: Nombre d'institutions, d'employés et de bureaux.....	6
Tableau 2: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	7
Tableau 2A: Nombre d'années d'expérience, taille du bilan et du personnel (totale, catégorie et moyenne)	7
Tableau 3: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	8
Tableau 3A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	8
Tableau 4: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution.....	9
Tableau 4A: Nombre d'emprunteurs: Ventilation en fonction de la méthodologie et du type d'institution....	9
Tableau 5: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	10
Tableau 6: Nombre d'épargnants - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	11
Tableau 7: Nombre d'épargnants- Ventilation en fonction du type d'épargne et de la localisation du siège	11
Tableau 8: Volume d'épargne 2009 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	12
Tableau 8A: Volume d'épargne 2009 - Ventilation en fonction du type d'épargne et d'institution.....	12
Tableau 9: Portefeuille Brut 2009: Ventilation en fonction du sexe et du type d'institution.....	13
Tableau 9A: Portefeuille Brut 2009- Ventilation en fonction du sexe et du type D'institution.....	14
Tableau 10: Portefeuille Brut 2009 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution.....	14
Tableau 10A: Portefeuille Brut 2008 - Ventilation par activité bénéficiaire et par type d'institution.....	14
Tableau 11: Portefeuille Brut 2009 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution.....	15
Tableau 11A: Portefeuille Brut 2009 - Ventilation par localité bénéficiaire et par type d'institution.....	15
Tableau 12: Nombre de niveaux de mangement et fonctionnalité des organes de gestion.....	19
Tableau 13: Qualité de la gestion administrative.....	19
Tableau 14: Qualité de la gestion financière.....	19

Tableau 15: Qualité du "credit process" dans son ensemble	19
Tableau 16: Produits autre que l'épargne et le crédit offerts par les IMF en Haïti – Tarification des crédits et des ressources.....	21
Tableau 17: Structure du secteur en 2009.....	30
Tableau 18 : Poids de l'échantillon par rapport au secteur.....	37
Tableau 19: Etats des résultats consolidés: Exercice 2008-2009	38
Table 19A: Bilan consolidé au 30 septembre 2009	39
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	50
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	51
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	52
Les bases d'analyses et les indicateurs (suite).....	53
Tableau 20: Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	53
Tableau 20 (suite) Synthèse des données économiques, financières et sociales (1996 à 2002).....	54
Tableau 21: Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	55
Tableau 21 (suite) : Synthèse des données économiques, financières et sociales (2001 à 2007).....	56

INTRODUCTION ET RESUME DES CONCLUSIONS

L'USAID | Haïti, dans le cadre de son appui au secteur de la microfinance en Haïti et de son projet HI-FIVE, ci-devant HAITI MSME, et en collaboration avec d'autres acteurs sur le terrain dont DID, ANIMH, KNFP, ANACAPH, avait lancé, au début de l'année 2008, un processus de constitution d'une base de données sur le secteur de la microfinance en Haïti. Les principaux objectifs de l'étude sont les suivants:

- a. Mettre à jour et renforcer des informations disponibles sur le secteur
- b. Analyser de manière approfondie la performance opérationnelle et financière du secteur et jeter les bases d'un vrai observatoire national de la microfinance
- c. Fournir aux différents acteurs des résultats sectoriels et sous-sectoriels pouvant servir de base de comparaison et d'appréciation des performances individuelles (benchmarks)
- d. Evaluer la taille du secteur selon différents critères, et sa contribution effective à l'économie du pays.

Les deux premières études ont été réalisées par la firme **Strategic Management Group** (SMG-HAITI) en 2008 et 2009 et ont porté sur les données des exercices 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport qui a été largement diffusé.

Il s'agit maintenant de réaliser la même étude pour l'exercice 2008-2009, dont les résultats font l'objet du présent rapport. Cette troisième étude a été réalisée selon la même approche que les précédentes, auprès du même échantillon (les mêmes institutions interrogées précédemment, à 3 exceptions près). Il s'agit de 81 institutions dont 65 caisses populaires, 12 ONG-Fondation-Association et 4 IMF considérées comme des filiales, satellites ou unités spécialisées de banques commerciales.

Il a été décidé de structurer le rapport de la même manière que ceux des années précédentes afin de faciliter la comparaison temporelle des informations.

Les principales conclusions de l'étude (pour l'exercice 2008-2009) tirées en inférant la moyenne des sous-échantillons (les quotas) à chaque sous-population correspondante, et en faisant les sommations nécessaires, le cas échéant, sont résumés comme ci-dessous :

1. La taille du bilan consolidé du secteur de la microfinance en Haïti (actif total) est évaluée à 6.9 milliards de gourdes.
2. Le marché du microcrédit est évalué à 4.4 milliards de gourdes en termes de portefeuille brut, dont 1.7 milliard gourdes pour les caisses populaires.
3. Le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs) est estimé à 233,186 dont 46,320 d'emprunteurs des caisses populaires.
4. Les déposants du secteur de la microfinance sont au nombre de 951,755 au 30 septembre 2009 et le volume de dépôts en circulation dans le secteur est estimé à 3.12 milliards de gourdes.
5. Est estimé à 3,981 le nombre de familles tirant leurs revenus de salaires des IMF et à 237,166 au moins le nombre d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,962 emplois internes).
6. Les caisses populaires contrôlent 71% de dépôts et 62.8% de déposants soit 2.21 milliards de gourdes pour 598,620 déposants. Ainsi la moyenne des dépôts par déposant est de 3,690 gourdes, et représente environ 10% du prêt moyen par emprunteur pour ce type d'IMF. En d'autres termes, un total de 598,620 déposants financent 46,320 emprunteurs dans ce sous-secteur des IMF.
7. 47.63% du nombre et 85.47% de l'encours de crédits des IMF sont octroyés selon la méthodologie de crédit individuel. Ce type de crédit domine toutes les catégories d'institutions.
8. La taille moyenne d'une IMF, en Haïti, en 2009 est de 35.1 millions de gourdes en termes d'actif et 22.7 millions en termes de portefeuille brut. Cette moyenne varie grandement d'un type d'institution à une autre. Elle est, respectivement en termes d'actif total et de portefeuille brut, de 392.4 et 326.2 millions de gourdes pour les IMF liées aux banques commerciales (filiales, satellites, départements spécialisés), est de seulement 16.9 et 9.8 millions de gourdes pour les caisses populaires.
9. Les IMF, en 2009, ont en général une structure financière relativement équilibrée avec des fonds propres atteignant 22.98% de l'ensemble des capitaux (ou de l'actif total). Cependant, le ratio des fonds propres varie grandement d'un type d'institution à un autre. Il est de 60.70% pour les ONG et en-dessous de 12.70% pour les fondations/associations et autres IMF non coopératives.
10. La composition du passif des IMF, en 2009, varie grandement aussi d'une institution à une autre. Si le passif des caisses populaires est prédominé par les dépôts de la clientèle (91%), ce n'est évidemment pas le cas pour les associations, les ONG et les fondations, caractérisées par la prépondérance des emprunts institutionnels dans la structure de leurs ressources (40-50%).
11. Les IMF génèrent des revenus bruts consolidés de 1,745 millions de gourdes pour l'exercice 2008-2009 et dégagent en bénéfice net consolidé de 277 millions de gourdes, soit une marge nette de 15.87%, un ROA de 4.02%, un ROE de 17.52%.
12. Le rendement brut moyen du portefeuille du secteur de la microfinance, en 2009, est de 36.90% alors que le coût moyen des dettes est de 2.52%, soit une marge brute d'intermédiation de 34.38%.

13. Les IMF ont considérablement amélioré leur efficacité administrative en 2009 par rapport à 2008, en faisant passer leur ratio moyen « Dépenses administratives/portefeuille brut » de 36% à moins de 26%.
14. Le portefeuille à risque (PAR) du secteur est de 12.85% du portefeuille brut. Ce ratio qui fait l'objet d'une grande variation d'une institution à une autre est en légère amélioration par rapport à 2008.
15. 67% des actifs du secteur sont générateurs de revenus par nature (portefeuille, placements).
16. Le crédit et l'épargne continuent de perdre leur exclusivité dans le « product-mix » des IMF qui maintiennent leur politique d'accompagnement de leurs produits traditionnels d'autres services tels que les transferts de fonds, le change, le chèque, le service de coffre-fort et l'assurance.
17. Un certain nombre d'IMF utilisent la technologie moderne dans la livraison des services financiers. Environ 38% des IMF en Haïti utilisent une technologie allant du guichet ambulant aux cartes à puce, dans le cadre de leurs opérations avec la clientèle et la gestion de leur portefeuille.
18. Le secteur emploie un total de 3,981 personnes et leur verse une rémunération brute annuelle de 606.4 millions de gourdes.
19. Le « produit net bancaire » de l'ensemble des IMF de l'enquête est de 1.6 milliards de gourdes. Autant dire que chaque IMF contribue directement au PIB à hauteur de 1.6 milliards gourdes courantes. A noter qu'environ 38% de cette valeur ajoutée vont aux employés sous forme de salaires.

A noter que les 81 IMF participant à l'enquête présentent le profil suivant:

1. Elles ont, en moyenne, 15.4 années d'opération en tant qu'IMF.
2. Elles gèrent un réseau de 241 bureaux, soit 2.9 bureaux par institution. Elles font l'objet d'une grande hétérogénéité dimensionnelle avec un actif total, par institution, variant de 0.14 à 713 millions de gourdes (moyenne 63.8 millions) et un personnel de 1 à 436 employés (moyenne 34).
3. Leur actif total consolidé est de 5.1 milliards de gourdes, et leur portefeuille de crédit consolidé est à 3.4 milliards de gourdes, réparti entre 165,345 emprunteurs dont 125,178 femmes (75.71%) contrôlant 50.40% du portefeuille et 40,167 hommes (24.29%) pour 49.60% du portefeuille brut. Les caisses populaires comptent 24,145 de ce nombre total d'emprunteurs.
4. Elles gèrent un volume de dépôts de 1.99 milliards de gourdes pour un total de 545,917 déposants dont 487,563 volontaires et 58,354 obligatoires.
5. 57.86% de leur portefeuille crédit est en dehors de Port-au-Prince, donc dans les villes de province et milieux ruraux.

I. PANORAMA DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI

De 1946 à 1982 (36 ans), la pratique de la microfinance sur une base institutionnelle ou formelle était une exclusivité des coopératives d'épargne et de crédit, plus communément appelées « caisses populaires». Ces dernières, nées neuf (9) ans après la création de la première entreprise de forme coopérative en Haïti (1937), étaient considérées comme le bras financier du grand mouvement coopératif haïtien.

Au début des années 80 s'est amorcée une diversité institutionnelle de la microfinance, avec la création, d'un côté, du Fonds Haïtien d'Aide à la Femme (FHAF-1982) par un groupe de femmes du secteur bancaire et à la faveur de l'appui technique et financier du Women's World Banking et de l'Inter-American Foundation (IAF) ; et de l'autre côté, de la Fondation Haïtienne de Développement (FHD-1982) par un groupe d'hommes d'affaires haïtiens, aidé de l'USAID. Entre-temps, ont vu le jour d'autres institutions non-coopératives de différents types (associations, fondations, ONG), avec un product-mix plus large (crédit, assurance, change, transfert).

Dès lors, d'autres organisations internationales (bilatérales et multilatérales) se sont jointes au grand mouvement et celles déjà existantes ont décidé d'intensifier leurs contributions techniques et financières. Cependant, les efforts de diversification à tous les niveaux et d'intensification n'avaient pas suffisamment changé la perception de la microfinance comme une activité purement sociale, et une forme de solidarité locale et internationale.

Il a fallu attendre la fin des années 90 pour un changement radical de paradigme dans le domaine de la microfinance en Haïti. Selon le nouveau paradigme, la microfinance est une opportunité commerciale pour les distributeurs de services financiers, notamment de microcrédit. La BIDC, issue de l'acquisition par des investisseurs haïtiens des opérations de la First National Bank of Boston, succursale d'Haïti, a été la première banque à saisir cette opportunité, en mettant sur pied, en 1997, à l'aide d'un prêt du FDI, un programme de microcrédit en faveur des marchandes ambulantes de vêtements importés du Panama et des États-Unis. A la suite de l'acquisition de la BIDC par la Sogebank (elle-même issue de l'acquisition des actifs et du passif de la Banque Royale du Canada en Haïti), une filiale spécialisée en microcrédit (la Sogesol) a été créée par la Direction du nouveau leader des banques haïtiennes. Une autre banque nouvellement créée (la Unibank) avait aussi décidé d'entrer dans le secteur à travers une filiale spécialisée également (le Microcrédit National). Quant aux deux (2) autres banques actives actuellement en microfinance (Capital Bank et Banque de l'Union Haïtienne), elles ont opté pour un service spécialisé en microcrédit à l'intérieur de leur Direction de Crédit, comme moyen d'entrer dans le secteur. Les banques d'État comme la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire Haïtienne (BPH) font du microcrédit sur une base ponctuelle et travaillent actuellement à la pérennisation de leurs interventions et aux choix définitifs d'un mode opératoire.

Le cadre légal et réglementaire n'avait pas, malheureusement, pu suivre le rythme de l'évolution du secteur de la microfinance, en termes de taille, de diversité commerciale et institutionnelle et de complexité. Jusqu'en 2002, les caisses populaires étaient seulement contrôlées, en tant qu'entreprises coopératives, par le Conseil National des Coopératives (CNC) et les IMF non bancaires dotées de statut d'ONG, de Fondation et d'Association étaient sous contrôle soit du Ministère de la Coopération Externe

ou des Affaires Sociales. Mais ce contrôle se limitait et se limite encore à octroyer des autorisations de fonctionnement ou la reconnaissance légale. En tant qu'institutions financières distribuant du crédit ou collectant des épargnes, les IMF ne faisaient l'objet d'aucune supervision et n'étaient astreintes à aucune règle prudentielle obligatoire.

La faillite, en 2001, des pyramides financières déguisées en coopératives a donc poussé les autorités à accélérer le vote d'une loi sur les coopératives d'épargne et de crédit (la loi de 2002 sur les CEC) et à créer, plus tard, au sein de la BRH, une unité spécialisée de supervision et de régulation de ces CEC. Ainsi la microfinance n'est plus aujourd'hui considérée comme un ensemble d'opérations en marge du secteur financier formel. Les IMF font partie intégrante du système financier national, lequel est désormais composé de:

Une Banque Centrale remplissant les fonctions de superviseur et de régulateur

Huit (8) banques commerciales

Une banque de logement

Deux (2) institutions financières de développement

Un (1) banque d'affaires

Une douzaine (12) de compagnies d'assurance

Une (1) société de fiducie

Une douzaine (12) de bureaux de transfert

Une demi-douzaine (6) de fonds de pension

Deux cents (200) institutions/unités formelles de microfinance

Ainsi, le cadre institutionnel de la microfinance en Haïti se présente aujourd'hui comme suit:

- Les organes de régulation et de supervision (CNC, BRH, le Ministère de la Coopération Externe)
- Les institutions d'encadrement technique et associations d'IMF (DID, ANACAPH, FENACAPH, ANIMH, KNFP) et différents projets et programmes (Haïti MSME, PRIMA)
- Les bailleurs de fonds nationaux et internationaux (FDI, Union Européenne, USAID, Banque Mondiale, l'Agence Canadienne de Développement International, FIDA, Coopération Allemande, BID, Plan International, AFD, AECID, etc.)
- Les grossistes qui, recevant des fonds nationaux et internationaux, font des prêts en gros à des IMF (appelés en la circonstance opérateurs), à des fins de sous-prêts à des individus ou micro-entreprises.
- Les deux cents (200) institutions de microfinance réparties comme suit :
 - Cent soixante-quinze (175) caisses populaires
 - Une vingtaine (20) de ONG/Fondations/Associations

– Quatre (4) Filiales/Satellites/Unités spécialisées de banques commerciales

Ces IMF offrant une diversité de produits ou services financiers, avec une prédominance évidente de produits d'épargne et de crédit, affichent une taille de bilan consolidé de plusieurs milliards de gourdes et gèrent un portefeuille brut dont le niveau se rapproche de la taille de leur bilan, réparti entre plusieurs dizaines de milliers d'emprunteurs. Elles gèrent également un important portefeuille de dépôts (compte non tenu des filiales/satellites/unités spécialisées de banques commerciales dont les ressources proviennent des dotations en capital, ou des prêts de la maison mère).

II. ETUDE SIMILAIRE REALISEE ANTERIEUREMENT

La dernière étude réalisée remonte à l'année dernière. Elle a porté sur les données arrêtées au 30 Septembre 2008 et sur le même échantillon de cette année (2009), en termes de taille et d'institutions participantes. Elle a permis d'aboutir aux principaux résultats suivants :

- Une taille de bilan consolidé du secteur de la microfinance de 6.3 milliards de gourdes (actif total)
- Un marché de crédit (portefeuille brut) évalué à 4.04 milliards de gourdes;
- Un effectif de 245,906 micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires du microcrédit (emprunteurs);
- Un nombre de 799,455 déposants et un montant de 2,6 milliards de gourdes de volume de dépôts en circulation dans le secteur;
- Un total de 3,845 familles tirant leurs revenus de salaires des IMF ; et au moins 249,751 d'emplois directs générés et/ou stabilisés par les IMF (dont 3,845 emplois internes)
- Des résultats d'exploitation qui s'écartaient négativement de ceux des exercices précédents, en raison de la baisse de la qualité du portefeuille affecté par les cyclones, et surtout d'une détérioration des ratios d'efficience opérationnelle.

III. L'APPROCHE DE RECHERCHE ET METHODE D'ECHANTILLONNAGE

Pour une étude de ce genre, portant sur un univers d'environ 200 unités statistiques (les IMF), l'approche de recensement devrait être la plus adaptée. Cependant, un tel choix se heurterait à deux (2) contraintes majeures : le budget et le temps, vu la dispersion géographique des IMF, et les difficultés d'accès direct à certaines zones (route en mauvais état, absence d'internet, etc....) et aussi l'incertitude entourant la volonté de collaboration de toute la population.

L'approche d'échantillonnage pur poserait également des problèmes liés à l'absence d'une base de sondage, c'est-à-dire d'une liste à jour de toutes les IMF des 10 départements géographiques du pays. Ce qui serait un obstacle au choix d'une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Pour cela, il a été jugé bon d'opter pour une approche mixte, c'est-à-dire à mi-chemin entre le recensement et l'échantillonnage, consistant à interroger autant d'IMFs que possible dans le cas d'un échantillonnage par quotas croisés.

Les quotas sont définis sur la base de critères de statut légal, d'affiliation et de taille. Pour chaque quota ou sous-quota, l'on procède soit à un recensement, soit à un échantillonnage de convenance, dépendamment de la taille et du degré d'homogénéité de la sous-population ou du quota. Les résultats obtenus sur l'échantillon par quotas ou par étapes sont généralisés ou inférés à la population totale de chaque catégorie ou quota respectif avant d'être ajoutés à ceux des différents recensements, pour estimer la taille globale du secteur. Ainsi, la taille du marché de la microfinance, selon différents critères, se calcule selon la formule suivante:

$$T_i = \sum_{i=1}^X R_i + \sum_{i=1}^X m_i \cdot E_q$$

où

- T_i = La taille du marché selon le critère i
- R_i = Résultat selon le critère i de chaque quota ayant fait l'objet d'un recensement
- m_i = le résultat moyen selon le critère i de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- E_q = la population estimative de chaque quota ou sous-quota ayant fait l'objet d'un échantillonnage
- X = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un recensement
- Y = le nombre de quotas ou sous-quotas ayant fait l'objet d'un échantillonnage

LE TABLEAU CI-DESSOUS EST CONSACRE A LA DEFINITION DES QUOTAS ET DES SOUS-QUOTAS.

Quotas (Affiliation)	Sous-Quotas (Statut légal)	Sous-sous-quotas (taille)	Population	Échantillon
ANIMH	Banque ¹		4	4
	ONG		7	7
	Autres		4	4
Autres IMF non coopératives et non affiliées	Autres		6	1
DID/ANACAPH	CEC	Grande caisse	12	12
		+ Autre caisse	43	30
KNFP ²	CEC	Grande caisse	0	0
		+ Petite caisse (NO)	18	18
CEC non- affiliées	CEC	Grande caisse	1	1
		+ Autre caisse	100	4
Total			196	81
%			100%	40.82% ³

¹ Le type « Banque » regroupe les IMF liées aux banques à titre de filiale, de satellite ou d'unité spécialisée

² Certains membres de l'ANIMH sont aussi membres de KNFP. Les IMF présentées sous l'affiliation de KNFP seulement sont des CEC, lesquelles ne sont pas généralement parmi les membres de l'ANIMH

³ Le chapitre « Analyse comparative » analyse le poids de l'échantillon par rapport à l'ensemble du secteur, selon différents critères (actif, portefeuille, nombre d'emprunteurs, etc.

IV. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES TEL QUE COLLECTEES

Ce chapitre présente et analyse les données collectées sur le secteur de la microfinance en Haïti, pour l'exercice 2008-2009. Il est divisé en 5 sections: la première résume les caractéristiques institutionnelles de l'échantillon, la seconde est une présentation et une analyse de l'étendue et de la portée des opérations des IMF étudiées, la troisième et la quatrième traitent des aspects managériaux et de marketing respectivement et la cinquième est consacrée à la performance financière et opérationnelle de ces IMF.

1. CARACTERISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Les quatre-vingt-un (81) institutions participant à l'étude seront décrites dans cette section en termes de taille du personnel et de celle du réseau, d'ancienneté institutionnelle et de taille du bilan.

1. LA DIMENSION DU PERSONNEL DES IMF ETUDIEES

L'ensemble des IMF étudiées compte un personnel de 2,721 membres dont 1,836 hommes (67.5%) et 885 femmes (32.5%). La prédominance du personnel de sexe masculin paraît être une réalité dans tous les types d'institutions tel que le montre le tableau 1. En effet, le pourcentage du personnel de sexe masculin varie de 58 à 76% d'un type d'institution à un autre.

2. LA TAILLE ET LA COUVERTURE DU RESEAU

Les IMF de l'étude gèrent un réseau de 241 bureaux (y compris le siège social), soit une moyenne de 3 bureaux ou succursales par IMF. A noter que 65 de ces bureaux sont à Port-au-Prince et 176 dans les provinces. Des 176 bureaux localisés en province, 59 se trouvent en zones rurales dont 41 appartiennent à des Association, Fondations et ONG (réf. Tableau 1).

3. L'AGE MOYEN DES IMF

L'âge moyen des institutions étudiées opérant en tant qu'IMF est de 15.4 années. Les ONG, les CEC et les associations sont les IMF les plus âgées en moyenne (voir tableau 2).

4. LA TAILLE DU BILAN

Les institutions de l'enquête ont une taille moyenne de 64.3 millions de gourdes en termes d'actif total. Les CEC sont les IMF de plus petite taille dans l'échantillon avec un actif total moyen de 2.12 fois inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Les ONG avec une moyenne de 32.3 millions sont aussi en-dessous de la moyenne de l'échantillon. Alors que les autres institutions (Banques, Fondations, Associations et autres) ont une taille moyenne de bilan 6.18 fois supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'industrie (réf. Tableau 2 et 2A).

TABLEAU 1: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
Type d'institution								Urbaine	Rurale
CEC	65	80.25%	615	370	246	75	9	58	8
Banque	4	4.94%	640	439	201	52	24	28	0
ONG	7	8.64%	304	183	121	39	14	15	10
Autres	5	6.17%	1162	844	318	75	18	16	41
Total	81	100.00%	2721	1836	886	241	65	117	59

Au 30/09/09

TABLEAU 1A: NOMBRE D'INSTITUTIONS, D'EMPLOYES ET DE BUREAUX

Type d'institution	Nombre d'institutions		Nombre d'employés			Nombre de bureaux			
	Effectif	%	Total	Hommes	Femmes	Total	PAP	Province	
								Urbaine	Rurale
CEC-Type 1	13	16.05%	313	185	129	20	4	12	4
CEC-Type 2	30	37.04%	241	140	101	33	5	24	4
CEC-Type 3	4	4.94%	23	16	7	4	-	4	-
CEC-Type 4	18	22.22%	38	29	9	18	-	18	-
Banque	4	4.94%	640	439	201	52	24	28	-
ONG	7	8.64%	304	183	121	39	14	15	10
Autres	5	6.17%	1,162	844	318	75	18	16	41
Total	81	100.00%	2,721	1,836	886	241	65	117	59

Au 30/09/09

TABLEAU 2: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	#Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	(2007)		(2007)	
Actif total			%	Actif total	#employés	
Type d'institution						
CEC	65	15.8	1, 940, 803,077	37.78%	29, 858,509	9
Banque	4	10.0	1, 569, 799,945	30.56%	392, 449,986	160
ONG	7	16.6	226, 290,180	4.41%	32, 327,169	43
Autres	5	12.4	1, 400, 036,818	27.25%	280, 007,364	232
Total ou moyenne	81	15.4	5, 136, 930,020	100.00%	63, 418,889	34

Au 30/09/09

TABLEAU 2A: NOMBRE D'ANNEES D'EXPERIENCE, TAILLE DU BILAN ET DU PERSONNEL (TOTALE, CATEGORIE ET MOYENNE)

	# Années d'Expérience IMF		Taille consolidée du bilan		Taille moyenne par inst.	
	Effectif	Age moyen	(2007)		(2007)	
Actif total			%	Actif total	#employés	
Type d'institution						
CEC-Type 1	13	19.4	1, 411, 780,979	27.48%	108, 598,537	24
CEC-Type 2	30	14.3	477, 185,769	9.29%	15, 906,192	8
CEC-Type 3	4	24.8	36, 240,544	0.71%	9, 060,136	6
CEC-Type 4	18	13.8	15, 595,784	0.30%	866,432	2
Banque	4	10.0	1, 569, 799,945	30.56%	392, 449,986	160
ONG	7	16.6	226, 290,180	4.41%	32, 327,169	43
Autres	5	12.4	1, 400, 036,818	27.25%	280, 007,364	232
Total ou moyenne	81	15.4	5, 136, 930,020	100.00%	63, 418,889	34

Au 30/09/09

2. ÉTENDUE ET PORTEE DES OPERATIONS DES IMF ETUDIEES

La présentation et l'analyse porteront essentiellement sur le nombre d'emprunteurs et le nombre de déposants ventilés selon différents critères, le volume de crédit octroyé et d'épargne collecté par les institutions participantes.

1. NOMBRE D'EMPRUNTEURS

Le nombre d'emprunteurs constituant le portefeuille de crédit des IMF ayant participé à l'enquête s'élève à 165,345 réparti de manière relativement équilibrée entre les différents types d'institutions. Cette situation laisse présager une très grande dispersion au niveau des chiffres par institution vu l'écart de taille entre les différents sous échantillons.

Il est à signaler qu'environ 47.63% des emprunteurs sont bénéficiaires de crédit individuel et 44.58% de crédit de groupe solidaire. Alors que les emprunteurs restants sont attirés par les crédits de type banque communautaire (7.06%) et de mutuelle solidarité (0.72%).

TABLEAU 3: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC	24,145	14.60%	13,876	34.55%	10,269	8.20%
Banque	28,719	17.37%	11,944	29.74%	16,775	13.40%
ONG	23,561	14.25%	4,868	12.12%	18,693	14.93%
Autres	88,920	53.78%	9,479	23.60%	79,441	63.46%
Total	165,345	100.00%	40,167	100.00%	125,178	100.00%
Pourcentage	100.00%		24.29%		75.71%	

Au 30/09/09

TABLEAU 3A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Nbre d'emprunteurs		Nbre d'emprunteurs-H		Nbre d'emprunteurs-F	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	12,284	7.43%	7,252	18.05%	5,032	4.02%
CEC-Type 2	8,587	5.19%	4,840	12.05%	3,747	2.99%
CEC-Type 3	757	0.46%	402	1.00%	355	0.28%
CEC-Type 4	2,517	1.52%	1,382	3.44%	1,135	0.91%
Banque	28,719	17.37%	11,944	29.74%	16,775	13.40%
ONG	23,561	14.25%	4,868	12.12%	18,693	14.93%
Autres	88,920	53.78%	9,479	23.60%	79,441	63.46%
Total	165,345	100.00%	40,167	100.00%	125,178	100.00%
Pourcentage	100.00%		24.29%		75.71%	

Au 30/09/09

TABLEAU 4: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC	24,145	14.60%	21,361	12	2,754	18
Banque	28,719	17.37%	28,719	-	-	-
ONG	23,561	14.25%	4,705	11,077	7,514	265
Autres	88,920	53.78%	23,976	580	63,449	915
Total	165,345	100.00%	78,761	11,669	73,717	1,198
Pourcentage	100.00%		47.63%	7.06%	44.58%	0.72%

Au 30/09/09

TABLEAU 4A: NOMBRE D'EMPRUNTEURS: VENTILATION EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE ET DU TYPE D'INSTITUTION

Type d'institution	Nombre d'emprunteurs et méthodologie employée					
	Total	%	Crédit individuel	Banque communautaire	Groupe solidaire	Mutuel solidarité
CEC-Type 1	12,284	7.43%	10,965	12	1,294	13
CEC-Type 2	8,587	5.19%	7,135	-	1,447	5
CEC-Type 3	757	0.46%	744	-	13	-
CEC-Type 4	2,517	1.52%	2,517	-	-	-
Banque	28,719	17.37%	28,719	-	-	-
ONG	23,561	14.25%	4,705	11,077	7,514	265
Autres	88,920	53.78%	23,976	580	63,449	915
Total	165,345	100.00%	78,761	11,669	73,717	1,198
Pourcentage	100.00%		47.63%	7.06%	44.58%	0.72%

Au 30/09/09

2. NOMBRE DE DEPOSANTS

Le nombre de déposants attirés par les IMF de l'étude s'élève à 545,917, dont 89.31% sont des déposants volontaires et seulement 10.69% sont des déposants dont le compte est lié à un compte de prêt (Epargne forcée). Ainsi le ratio déposants/emprunteurs, est de 3.3, ce qui met clairement en évidence la capacité des IMF à attirer l'épargne externe, c'est-à-dire des déposants ayant d'autres motifs que l'obtention du crédit. Une situation très intéressante pour l'avenir de la microfinance en Haïti, où les institutions ne sont pas

obligées de recourir à l'endettement financier à des coûts prohibitifs pour financer leur portefeuille de prêts, ou d'être tributaires des subventions capitalisées.

A noter que 53.51% des épargnants des 81 IMF étudiées sont des clients de caisses d'épargne et de crédit (CEC). Les autres 46.49% des déposants du secteur de la microfinance viennent des Associations/Fondations/ONG. Les filiales et satellites de banques spécialisées en microcrédit ne reçoivent pas d'épargne, leurs ressources viennent des dotations de la maison mère. Par ailleurs, ces filiales réfèrent automatiquement leur client à la maison-mère pour l'ouverture, le cas échéant, de comptes pouvant servir de comptes de transaction. Ce qui tend à sous-estimer le nombre global de comptes (épargne et autres) liés aux activités de microfinance.

TABLEAU 5: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC	292,136	53.51%	269,982	55.37%	22,154	37.96%
Banque	7,246	1.33%	7,246	1.49%	-	0.00%
ONG	25,901	4.74%	11,770	2.41%	14,131	24.22%
Autres	220,634	40.42%	198,565	40.73%	22,069	37.82%
Total	545,917	100.00%	487,563	100.00%	58,354	100.00%
Pourcentage	100.00%		89.31%		10.69%	

30/09/09

TABLEAU 6: NOMBRE D'EPARGNANTS - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	#épargnants	%	#épargnants	%	#épargnants	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	172,381	31.58%	160,193	32.86%	12,188	20.89%
CEC-Type 2	106,928	19.59%	99,595	20.43%	7,333	12.57%
CEC-Type 3	10,691	1.96%	9,934	2.04%	757	1.30%
CEC-Type 4	2,136	0.39%	260	0.05%	1,876	3.21%
Banque	7,246	1.33%	7,246	1.49%	-	0.00%
ONG	25,901	4.74%	11,770	2.41%	14,131	24.22%
Autres	220,634	40.42%	198,565	40.73%	22,069	37.82%
Total	545,917	100.00%	487,563	100.00%	58,354	100.00%
Pourcentage	100.00%		89.31%		10.69%	

30/09/078

TABLEAU 7: NOMBRE D'EPARGNANTS- VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'EPARGNE ET DE LA LOCALISATION DU SIEGE

	Nombre d'épargnants, type d'épargne et localisation du siège social					
	Total	%	Volontaires	%	Obligatoires	%
Département du siège						
Ouest	317,926	58.24%	295,905	60.69%	22,021	37.74%
Nord	8,114	1.49%	7,650	1.57%	464	0.80%
Sud	53,997	9.89%	32,029	6.57%	21,968	37.65%
Artibonite	68,346	12.52%	64,322	13.19%	4,024	6.90%
Grande-Anse	14,735	2.70%	13,385	2.75%	1,350	2.31%
.Sud-est	21,853	4.00%	19,838	4.07%	2,015	3.45%
Centre	18,436	3.38%	16,398	3.36%	2,038	3.49%
.Nord-ouest	27,113	4.97%	23,610	4.84%	3,503	6.00%
-Nord-est	11,798	2.16%	11,209	2.30%	589	1.01%
Nippes	3,599	0.66%	3,217	0.66%	382	0.65%
Total	545,917	100.00%	487,563	100.00%	58,354	100.00%
Pourcentage	100.00%		89.31%		10.69%	

30/09/09

3. VOLUME D'ÉPARGNE

Au 30 septembre 2009, les 81 IMF de l'étude ont collecté 1.99 milliards de gourdes d'épargne, dont 82.66% d'épargne volontaire. Le marché de la « micro-épargne » est dominé par les Caisses d'Épargne et de Crédit, lesquelles contrôlent 62.56% de l'épargne volontaire et près de 87.55% de l'épargne obligatoire, sur la base de l'échantillon étudié. L'essentiel de la différence va aux « Fondations, Associations et Autres » qui contrôlent 36.47% de l'épargne volontaire et 4.53% de l'épargne obligatoire. Il convient de noter également une part non négligeable des ONG dans le volume l'épargne obligatoire (7.93%). Les IMF liées aux banques ne pèsent pas lourd dans la structure de l'épargne du secteur, vu que leur institution-mère représente leur principale source d'alimentation en capitaux externes.

TABLEAU 8: VOLUME D'ÉPARGNE 2009 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'ÉPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC	1, 331, 700,676	66.89%	1, 029, 456,365	62.56%	302, 244,311	87.55%
Banque	15, 919,238	0.80%	15, 919,238	0.97%	-	0.00%
ONG	36, 266,488	1.82%	8, 905,340	0.54%	27, 361,148	7.93%
Autres	606, 974,117	30.49%	591, 346,793	35.93%	15, 627,324	4.53%
Total	1, 990, 860,519	100.00%	1, 645, 627,736	100.00%	345, 232,783	100.00%
Pourcentage	100.00%		82.66%		17.34%	

30/09/09

TABLEAU 8A: VOLUME D'ÉPARGNE 2009 - VENTILATION EN FONCTION DU TYPE D'ÉPARGNE ET D'INSTITUTION

	Epargne consolidée		Epargne volontaire		Epargne obligatoire	
	Volume	%	Volume	%	Volume	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	955, 646,082	48.00%	728, 583,092	44.27%	227, 062,990	65.77%
CEC-Type 2	343, 215,353	17.24%	275, 481,929	16.74%	67, 733,424	19.62%
CEC-Type 3	29, 826,383	1.50%	24, 015,724	1.46%	5, 810,659	1.68%
CEC-Type 4	3, 012,858	0.15%	1, 375,620	0.08%	1, 637,238	0.47%
Banque	15, 919,238	0.80%	15, 919,238	0.97%	-	0.00%
ONG	36, 266,488	1.82%	8, 905,340	0.54%	27, 361,148	7.93%
Autres	606, 974,117	30.49%	591, 346,793	35.93%	15, 627,324	4.53%
Total	1, 990, 860,519	100.00%	1, 645, 627,736	100.00%	345, 232,783	100.00%
Pourcentage	100.00%		82.66%		17.34%	

30/09/09

4. VOLUME DU CREDIT : REPARTITION EN FONCTION DU SEXE DES BENEFICIAIRES ET DU TYPE D'INSTITUTIONS

Au 30 septembre 2009, le portefeuille consolidé de crédit des 81 institutions participant à l'enquête s'élève à 3.4 milliards de gourdes dont la plus grande partie (50.40%) va aux femmes. Les unités spécialisées des banques (succursales, satellites et autres) contrôlent 38.56% du portefeuille contre

32.70% pour les caisses d'épargne et de crédit, les ONG en contrôlent 4.90%, alors que la différence 23.83% va aux autres types d'IMF (fondations, associations et autres).

5. REPARTITION DU PORTEFEUILLE EN FONCTION DE LA METHODOLOGIE DE CREDIT UTILISEE

Le montant de l'encours des crédits octroyés sur une base individuelle représente l'essentiel du portefeuille consolidé des 81 institutions étudiées, soit 85.47%, alors que l'encours des groupes solidaires n'en représentent que 13.25%. Le rapprochement de ces chiffres avec ceux du tableau 4 met en évidence l'écart de taille entre les prêts (par emprunteur) octroyés selon différentes méthodologies de crédit. En effet, si les emprunteurs issus des groupes solidaires représentent environ 44.58% de l'effectif total, ils ne contrôlent, par contre, qu'un peu plus de 13% de l'encours total au 30 septembre 2009. Alors qu'avec un effectif de 78,751 sur un total de 165,345 (47.63%), les emprunteurs individuels contrôlent plus de 85% du portefeuille. A noter que l'écart entre le poids dans le nombre et le poids dans le volume est favorable seulement aux emprunteurs individuels. La situation des emprunteurs issus des méthodologies de banques communautaires et de solidarité mutuelle est similaire (en termes de sens de l'écart) à celle des emprunteurs de groupes solidaires.

6. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITES DES BENEFICIAIRES

Le portefeuille de crédit des IMF de l'échantillon est dominé par le commerce, avec 76.47% du total, alors que le logement, les services, la production et la consommation partagent presque à parts égales la différence (entre 5 à 7% pour chacun d'eux). La part de l'éducation tout en restant négligeable, continue de progresser, passant de 0.64% en 2008 à 0.90% en 2009.

7. VENTILATION DU PORTEFEUILLE PAR LOCALITE ET TYPE D'INSTITUTIONS

Contrairement à une certaine croyance, Port-au-Prince n'est pas le centre de concentration du portefeuille de crédit des IMF. En effet, près de 58% des prêts constituant le portefeuille des 81 IMF étudiées vont à des bénéficiaires opérant en dehors de la capitale, dont une bonne partie (17% environ) en milieu rural. Les caisses d'Épargne et de Crédit et les ONG/Associations/Fondations sont à la base de cette déconcentration géographique, avec des parts respectives de 80% et 60% de leur portefeuille allant à la province.

TABLEAU 9: PORTEFEUILLE BRUT 2009: VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC	1, 106, 391,379	32.70%	755, 145,062	45.00%	351, 246,316	20.60%
Banque	1, 304, 747,068	38.56%	695, 666,707	41.46%	609, 080,361	35.72%
ONG	165, 827,969	4.90%	46, 155,305	2.75%	119, 672,665	7.02%
Autres	806, 370,009	23.83%	181, 146,904	10.79%	625, 223,105	36.67%
Total	3, 383, 336,425	100.00%	1, 678, 113,978	100.00%	1, 705, 222,447	100.00%
Pourcentage	100.00%		49.60%		50.40%	

TABLEAU 9A: PORTEFEUILLE BRUT 2009- VENTILATION EN FONCTION DU SEXE ET DU TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut		Portefeuille-Hommes		Portefeuille-Femmes	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Type d'institution						
CEC-Type 1	779, 352,321	23.04%	534, 785,434	31.87%	244, 566,887	14.34%
CEC-Type 2	288, 798,038	8.54%	197, 539,287	11.77%	91, 258,752	5.35%
CEC-Type 3	22, 301,737	0.66%	14, 069,391	0.84%	8, 232,346	0.48%
CEC-Type 4	15, 939,282	0.47%	8, 750,950	0.52%	7, 188,332	0.42%
Banque	1, 304, 747,068	38.56%	695, 666,707	41.46%	609, 080,361	35.72%
ONG	165, 827,969	4.90%	46, 155,305	2.75%	119, 672,665	7.02%
Autres	806, 370,009	23.83%	181, 146,904	10.79%	625, 223,105	36.67%
Total	3, 383, 336,425	100.00%	1, 678, 113,978	100.00%	1, 705, 222,447	100.00%
Pourcentage	100.00%		49.60%		50.40%	

30/09/09

TABLEAU 10: PORTEFEUILLE BRUT 2009 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	Commerce	Services	Consommation	Logement	Education
Type d'institution							
CEC	1,106,391,379	128,857,359	614,325,729	14,327,641	154,170,081	170,919,995	23,790,574
Banque	1,304,747,068	39,159,254	1,083,851,077	110,748,945	60,809,234	6,255,626	3,922,932
ONG	165,827,969	4,428,128	151,594,667	5,116,683	2,677,828	-	2,010,664
Autres	806,370,009	35,609,975	737,419,564	31,740,470	400,000	400,000	800,000
Total	3,383,336,425	208,054,716	2,587,191,038	161,933,739	218,057,142	177,575,621	30,524,169
Pourcentage	100.00%	6.15%	76.47%	4.79%	6.45%	5.25%	0.90%

30/09/09

TABLEAU 10A: PORTEFEUILLE BRUT 2008 - VENTILATION PAR ACTIVITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et activités bénéficiaires						
	Total	Production	commerce	Services	Consommation	logement	Education
Type d'institution							
CEC-Type 1	779,352,321	98,777,126	415,476,968	12,026,170	111,763,266	119,022,006	22,286,785
CEC-Type 2	288,798,038	26,716,279	167,118,521	2,301,471	40,989,980	50,167,997	1,503,789
CEC-Type 3	22,301,737	3,339,019	15,815,893	-	1,416,834	1,729,991	-
CEC-Type 4	15,939,282	24,936	15,914,346	-	-	-	-
Banque	1,304,747,068	39,159,254	1,083,851,077	110,748,945	60,809,234	6,255,626	3,922,932
ONG	165,827,969	4,428,128	151,594,667	5,116,683	2,677,828	-	2,010,664
Autres	806,370,009	35,609,975	737,419,564	31,740,470	400,000	400,000	800,000
Total	3,383,336,425	208,054,716	2,587,191,038	161,933,739	218,057,142	177,575,621	30,524,169
Pourcentage	100.00%	6.15%	76.47%	4.79%	6.45%	5.25%	0.90%

TABLEAU 11: PORTEFEUILLE BRUT 2009 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zone rurale
Type d'institution				
CEC	1,106,391,379	225,708,520	721,838,161	158,844,698
Banque	1,304,747,068	786,094,039	518,653,029	-
ONG	165,827,969	99,661,089	52,708,809	13,458,072
Autres	806,370,009	325,511,566	84,148,590	396,709,852
Total	3,383,336,425	1,436,975,214	1,377,348,589	569,012,621
Pourcentage	100.00%	42.47%	40.71%	16.82%

30/09/09

TABLEAU 11A: PORTEFEUILLE BRUT 2009 - VENTILATION PAR LOCALITE BENEFICIAIRE ET PAR TYPE D'INSTITUTION

	Portefeuille brut et localisation des bénéficiaires			
	Total	Port-au-Prince	Villes de province	Zones rurales
Type d'institution				
CEC-Type 1	779,352,321	177,177,276	500,936,112	101,238,934
CEC-Type 2	288,798,038	48,531,244	198,600,312	41,666,482
CEC-Type 3	22,301,737	-	22,301,737	-
CEC-Type 4	15,939,282	-	-	15,939,282
Banque	1,304,747,068	786,094,039	518,653,029	-
ONG	165,827,969	99,661,089	52,708,809	13,458,072
Autres	806,370,009	325,511,566	84,148,590	396,709,852
Total	3,383,336,425	1,436,975,214	1,377,348,589	569,012,621
Pourcentage	100.00%	42.47%	40.71%	16.82%

30/09/09

ENCADRE 1: SYNTHÈSE

Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon

Institutions de microfinance en Haïti: Caractéristiques institutionnelles et outreach

	2009	2008	Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution						
			CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Données macro-économiques									
Taux d'inflation	-4.70%	19.80%							
Taux de change	41.77	39.95							
Revenus per capita en USD	701.88	790.18							
Revenu per capita (gourdes nominales)	29,320	31,570							
Population totale d'IMF	196	196	12	44	101	18	4	10	7
Taille de l'échantillon de l'étude	81	81	13	30	4	18	4	7	5
Données relatives à l'échantillon de 81 institutions en 2009									
Caractéristiques institutionnelles									
Age moyen des institutions en (microfinance)	15.4	14.4	19.4	14.3	24.8	13.8	10.0	16.6	12.4
Taille du bilan consolidée	5,136,930,020	4,947,072,107	1,411,780,979	477,185,769	36,240,544	15,595,784	1,569,799,945	226,290,180	1,400,036,818
Taille moyenne du bilan par institution	63,418,889	61,074,964	8,598,537	15,906,192	9,060,136	866,432	392,449,986	32,327,169	280,007,364
Nombre total d'employés (consolidé)	2,721	2,640	313	241	23	38	640	304	1,162
Nombre moyen d'employés par institution	34	33	24	8	6	2	160	43	232
Nombre total de succursales (consolidé)	241	233	20	33	4	18	52	39	75
Nombre moyen de succursales par institution	3.0	2.9	1.5	1.1	1.0	1.0	13.0	5.6	15.0
Nombre de succursales en dehors de Port-au-Prince	176	172	16	28	4	18	28	25	57
Nombre de succursales en zones rurales	59	51	4	4	0	0	0	10	41
Nombre de succursales dans les villes de province	117	121	12	24	4	18	28	15	16
Outreach									
Nombre total d'emprunteurs (consolidé)	165,345	170,063	12,284	8,587	757	2,517	28,719	23,561	88,920
Nombre moyen d'emprunteurs par institution	2,041	2,100	945	286	189	140	7,180	3,366	17,784
% d'emprunteurs de sexe féminin	75.71%	77.33%	40.96%	43.64%	46.90%	45.09%	58.41%	79.34%	89.34%
Volume consolidé du portefeuille brut	3,383,336,425	3,120,356,020	779,352,321	288,798,038	22,301,737	15,939,282	1,304,747,068	165,827,969	806,370,009

ENCADRE 1: SYNTHÈSE (SUITE)

Caractéristiques institutionnelles, étendue et portée des opérations des IMF de l'échantillon

	2009	2008	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Portefeuille brut moyen par institution	41,769,585	38,522,914	59,950,179	9,626,601	5,575,434	885,516	326,186,767	23,689,710	161,274,002
Portefeuille moyen par emprunteur	20,462	18,348	63,445	33,632	29,461	6,333	45,431	7,038	9,068
% du Portefeuille brut allant aux femmes	50.40%	52.76%	31.38%	31.60%	36.91%	45.10%	46.68%	72.17%	77.54%
% du Portefeuille brut allant au commerce	76.47%	78.63%	53.31%	57.87%	70.92%	99.84%	83.07%	91.42%	91.45%
% du Portefeuille brut allant à la production	6.15%	5.37%	12.67%	9.25%	14.97%	0.16%	3.00%	2.67%	4.42%
% du Portefeuille brut allant aux services	4.79%	4.49%	1.54%	0.80%	0.00%	0.00%	8.49%	3.09%	3.94%
% du Portefeuille brut allant à la consommation	6.45%	5.59%	14.34%	14.19%	6.35%	0.00%	4.66%	1.61%	0.05%
% du Portefeuille brut allant au logement	5.25%	5.10%	15.27%	17.37%	7.76%	0.00%	0.48%	0.00%	0.05%
% du Portefeuille brut allant à l'éducation	0.90%	0.81%	2.86%	0.52%	0.00%	0.00%	0.30%	1.21%	0.10%
% du portefeuille concentré à Port-au-Prince	42.47%	42.14%	22.73%	16.80%	0.00%	0.00%	60.25%	60.10%	40.37%
% du portefeuille dans les ville de province	40.71%	41.28%	64.28%	68.77%	100.00%	0.00%	39.75%	31.79%	10.44%
% du portefeuille allant au monde rural	16.82%	16.58%	12.99%	14.43%	0.00%	100.00%	0.00%	8.12%	49.20%
Nombre total de déposants (consolidé)	545,917	494,092	172,381	106,928	10,691	2,136	7,246	25,901	220,634
Nombre moyen de déposants par institution	6,740	6,100	13,260	3,564	2,673	119	1,812	3,700	44,127
% de déposants volontaires	89.31%	90.84%	92.93%	93.14%	92.92%	12.17%	100.00%	45.44%	90.00%
Volume consolidé de dépôt	1,990,860,519	1,794,368,579	955,646,082	343,215,353	29,826,383	3,012,858	15,919,238	36,266,488	606,974,117
Volume moyen de dépôts par institution	24,578,525	22,152,699	73,511,237	11,440,512	7,456,596	167,381	3,979,810	5,180,927	121,394,823
Volume moyen de dépôts par déposant	3,647	3,632	5,544	3,210	2,790	1,411	2,197	1,400	2,751

3. ASPECTS MANAGERIAUX

La qualité de la gouvernance des IMF est analysée sur la base des critères suivants :

L'existence des organes de gestion et de contrôle

Une gestion administrative moderne

L'utilisation d'outils appropriés de gestion financière

La qualité du processus du crédit (*credit process*)

1. L'EXISTENCE D'ORGANE DE GESTION ET DE CONTROLE

Les IMF de l'enquête ont entre 2 et 4 niveaux de management (soit une moyenne de 3.1) elles sont pour la plupart dotées d'un conseil d'administration composé, en moyenne, de 7 membres qui se réunissent une fois par mois en vue de prendre les grandes décisions. Dans certains cas, les réunions se font jusqu'à 2 fois par mois. Le conseil d'administration est assisté le plus souvent d'un ensemble de comités (crédit, surveillance, finance, etc.). Si le nombre de comités varie d'une institution à une autre, plus de 90% des IMF (74/80) ont un conseil d'administration et 70% un comité de crédit.

i. Gestion Administrative

La qualité de la gestion administrative des IMF est appréciée à partir de l'existence d'une culture d'utilisation des techniques et outils modernes de gestion tels que: la planification stratégique, les procédures administratives et comptables, l'existence d'un manuel de personnel et des programmes de formation du personnel. Sur cette base, 50 des 81 IMF étudiées ont une gestion administrative pouvant être qualifiée de très bonne ou au moins de bonne, c'est-à-dire remplissant les 4 conditions ci-dessus, alors que 22 sur 81 (27.16%) ont une gestion insuffisante.

ii. Gestion Financière

La gestion financière est analysée selon la même approche que la gestion administrative. Les critères utilisés à ce niveau sont: l'utilisation d'un budget et l'existence de mécanisme de contrôle budgétaire, l'établissement des projections financières, l'évaluation périodique de la situation et de la performance financière de l'institution, la vérification externe régulière des états financiers. Il paraît que la principale faiblesse des IMF réside à ce niveau, vu que seules 25 des 81 IMF ont une gestion financière pouvant être taxée de très bonne ou de bonne, alors que 37 souffrent d'insuffisance évidente à ce niveau.

iii. La qualité du processus de crédit « Credit Process »

La qualité du « Credit Process » est analysée seulement sur la base de l'existence:

1. des politiques de crédit clairement définies (fixant notamment des limites ou des frontières en matière de crédit)
2. des procédures de crédit écrites et régulièrement révisées (fixant notamment le mode et le processus d'évaluation des demandes de crédit, et le processus d'approbation des dossiers)
3. l'existence d'un comité de crédit fonctionnel
4. un personnel de crédit formé

Sur cette base, 30 IMF ont un bon *credit process*, sinon acceptable, alors que celui des 51 autres est évidemment insuffisant ou questionnable.

TABLEAU 12: NOMBRE DE NIVEAUX DE MANGEMENT ET FONCTIONNALITE DES ORGANES DE GESTION

	#niveaux de management	# de réunions du CA/an	#membres du CA	#IMFs ayant un CA	#IMF ayant un comité de crédit	Effectif total d'IMFs
Type d'institution						
CEC	3.2	14.2	6.4	65	48	65
Banque	3.8	5.3	4.3	3	4	3
ONG	2.7	16.3	6.5	4	4	7
Autres	3.0	3.8	6.0	4	2	5
Ensemble du secteur	3.2	13.4	6.3	76	58	80

TABLEAU 13: QUALITE DE LA GESTION ADMINIS TRATIVE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	Insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	43	2	3	17	65
Banque	2	0	0	1	3
ONG	3	2	1	1	7
Autres	2	0	0	3	5
Ensemble du secteur	50	4	4	22	80
Pourcentage	62.50%	5.00%	5.00%	27.50%	100.00%

TABLEAU 14: QUALITE DE LA GESTION FINANCIERE

	Très bonne	Bonne	Moyenne	insuffisante	Total
Type d'institution					
CEC	10	7	16	32	65
Banque	1	1	0	2	4
ONG	4	1	1	1	7
Autres	1	0	1	3	5
Total	16	9	18	38	81
Pourcentage	19.75%	11.11%	22.22%	46.91%	100.00%

TABLEAU 15: QUALITE DU "CREDIT PROCESS" DANS SON ENSEMBLE

	Bon	acceptable	Insuffisant	Questionnable	Total
Type d'institution					
CEC	10	7	16	32	65

Banque	1	1	0	2	4
ONG	4	1	1	1	7
Autres	1	0	1	3	5
Total	16	9	18	38	81
Pourcentage	19.75%	11.11%	22.22%	46.91%	100.00%

4. ASPECTS MARKETING

Sur le plan marketing, les IMF de l'échantillon sont analysées sur la base de deux variables : le product-mix et la tarification.

1. LE PRODUCT- MIX

Le product-mix des IMF en Haïti ne se limite plus à des produits de crédit et d'épargne. Le secteur de la microfinance tend à se diversifier à la faveur des nouvelles technologies d'information et de communication. Les IMF offrent dans l'ensemble, au moins, cinq (5) autres produits et services tout en utilisant les technologies, dans certains cas, les plus modernes. A titre d'exemples : 23 IMF fournissent des services de change, 22 fournissent des services de chèque et 19 offrent des services de coffre fort. D'un autre côté, 31 (39%) utilisent le téléphone portable pour le recouvrement de créances (messages «sms », e-mail) et 21 (26%) sont totalement informatisés. Le tableau 16 présente la situation un peu plus détaillée.

i. Tarification des prêts et des dépôts

Les taux d'intérêt offerts par les IMF sur les ressources de la clientèle sont, en moyenne, plus élevé que ceux offerts par les banques, mais ils varient en fonction du type d'épargne (épargne volontaire vs épargne forcée). Le taux sur l'épargne volontaire varie de 2 à 6% l'an, soit une moyenne de 2.5%

En ce qui concerne les IMF non coopératives, la rémunération des dépôts (provenant essentiellement des déposants obligés) n'est pas généralisée.

L'ensemble des IMF adopte, au niveau des prêts, des pratiques de tarification créant de grands écarts entre le taux nominal et le taux effectif. En effet, le taux nominal dans le secteur varie de 2% à 5%, le mois. Mais les frais de dossiers perçus en amont, les modalités de calcul des intérêts (*flat*, dans la plupart des cas), la maturité des prêts (6 mois, en moyenne) et l'obligation d'épargne parfois non rémunérée projettent le taux d'intérêt effectif à 73.16%. Ce taux effectif variant de 71 à 87% dépendant du type d'institution, reflète assez bien le niveau de risque dans le secteur, quand bien même il est caractérisé par une certaine progressivité à rebours (le taux est une fonction inverse de la durée du prêt, alors que ce devrait être tout le contraire).

TABLEAU 16: PRODUITS AUTRE QUE L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT OFFERTS PAR LES IMF EN HAÏTI – TARIFICATION DES CRÉDITS ET DES RESSOURCES

Marketing	Ensemble de l'échantillon		2007: type d'institution			
	2009	2008	CEC	Banque	ONG	Autres
Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	14	nd	9	2	1	2
# d'inst. offrant le service de change	23	nd	19	2	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	22	nd	20	1	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	19	nd	18	1	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	nd	1	0	0	0
Technologies utilisées						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	2	nd	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	31	nd	24	2	3	2
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	nd	2	1	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	21	nd	9	3	5	4
Pricing effectif						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.16%		71.23%	87.13%	81.60%	75.17%
Rémunération effective du passif	2.71%	3.72%	1.46%	3.40%	5.80%	3.34%

5. PERFORMANCE DES IMF ETUDIÉES

1. STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 septembre 2009, le ratio des fonds propres des IMF de l'enquête est de 25.28% et s'écarte positivement de son niveau de 23.44% en 2008. Ce ratio consolidé des 81 IMF de l'échantillon est donc nettement au-dessus du seuil d'admissibilité réglementaire établi à 15% (norme de la BRH) pour les caisses d'épargne et de crédit. A noter que les sous-secteurs des CEC, des banques et des ONG sont tous caractérisés par l'adéquation de leurs fonds propres, en maintenant un niveau compris entre 24 et 61% tandis que l'ensemble des autres types d'institutions (fondations, associations et autres) ont conjointement un niveau de capitalisation de 12.76%.

La structure du passif des IMF de l'étude est prédominée, dans l'ensemble, par des emprunts institutionnels (40%). Cette situation est due au fait que les institutions de plus grande taille (les filiales et satellites de banque) ne reçoivent pas, de manière autonome, des dépôts. Elles sont financées par des dotations à titre de prêt, de la maison mère. Par ailleurs, les ONG et les associations, en dehors des fonds

propres, sont financées presque exclusivement par des emprunts contractés auprès du secteur bancaire et autres institutions nationales et internationales. A noter que la situation décrite ci-dessus a légèrement évolué de 2008 à 2009. En effet, le ratio de capitalisation a progressé de 2 points de pourcentage, alors que le poids des dépôts par rapport à l'ensemble du passif a augmenté de deux (2) points.

2. PERFORMANCE FINANCIERE

La performance financière est analysée sur la base de l'autosuffisance opérationnelle et financière et de la rentabilité de l'investissement (ROA et ROE).

3. AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE.

L'ensemble des IMF de l'étude affiche un coefficient d'autosuffisance opérationnelle de 1.2, en 2009. Ce coefficient connaît une hausse de 20 points de pourcentage par rapport à 2008 où il était de 1.05. Ce coefficient est au-dessus de son seuil d'acceptabilité établi à l'unité (1) pour tous les types d'institutions, à l'exception des ONG pour lesquels il est établi à 0.88.

4. RENTABILITE DE L'ACTIF (ROA) ET DES FONDS PROPRES (ROE)

En 2009, la rentabilité de l'investissement en termes d'actif de l'échantillon est de 4.62%. En ce qui concerne la rentabilité des fonds propres (ROE), elle est établie à 18.93%, soit une hausse de près de 13 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Il s'agit là d'une amélioration importante de performance, due essentiellement à la sortie du rouge de quelques grandes institutions appartenant au secteur non coopératif.

5. RENDEMENT BRUT ET MARGE D'INTERMEDIATION

Le rendement brut du portefeuille, mesuré en rapportant les revenus bruts tirés des opérations de crédit au portefeuille brut moyen, est passé de 40.92% en 2009 à 49.48% en 2008. Cette baisse de près de 9 points de pourcentage n'a pas pu être compensée par la réduction du coût des fonds enregistrée au cours de la période et surtout par d'important gain d'efficacité opérationnelle. En effet, le coût moyen du passif est passé de 3.72% en 2008 à 2.71% en 2009, laissant une marge d'intermédiation de 38.20%, en baisse de 7.56 points par rapport à 2009.

Le grand écart observé entre le taux d'intérêt effectivement chargé par les IMF (73.16%) et le taux de rendement brut du portefeuille (40.91%) reste toujours un sujet de préoccupation. Le rapport entre ces deux taux est de 59%, soit un écart de perceptions d'intérêt (différence entre les intérêts perçus et les intérêts facturés) de 41%. Ce qui suggère, à première vue, un taux de recouvrement brut relativement faible, ou un taux d'improductivité du portefeuille ou encore un portefeuille à risque plus élevé que ce qui a été déclaré (41% vs 11.85%) par les enquêtés. Cependant d'autres facteurs peuvent expliquer cet écart, dont :

- un volume important de prêts octroyé en fin d'exercice
- la pratique d'une comptabilisation des intérêts sur une base de caisse par bon nombre d'institutions
- un niveau élevé de prêts devenus réguliers à la faveur des restructurations ou des rééchelonnements
- un faible niveau de décaissement pour l'exercice ajouté à un volume important de prêts restructurés, entraînant des manques à gagner en frais de dossier et une baisse, par conséquent, du taux d'intérêt effectivement perçu.

A noter que le niveau apparemment élevé du taux d'intérêt effectif (73.16%) est justifié dans le secteur de la microfinance par le haut niveau de risques (secteur très sensible au contexte sociopolitique), le niveau élevé des coûts opérationnels par unité monétaire prêtée et aussi le coût des fonds. En effet, certaines institutions de microfinance (notamment les ONG et Associations) empruntent des banques aux conditions du « marché des prêts aux entreprises formelles » pour financer leurs opérations de crédit.

6. EFFICIENCE OPERATIONNELLE

Une amélioration non négligeable de l'efficacité a été enregistrée au cours de l'exercice 2008-2009 dans le secteur de la microfinance. Les dépenses opérationnelles sont passées à 3.32% du portefeuille brut alors qu'elles en représentaient 37.66% en 2007-2008 et les dépenses opérationnelles par agence ou succursale sont passées de 5.1 millions de gourdes à 3.9 millions de gourdes, soit une baisse (économie) de 31% par rapport à leur niveau de 2008.

7. PRODUCTIVITE DU PERSONNEL

Avec 61 emprunteurs et 1.3 millions de gourdes de portefeuille par employé en 2009, la productivité dans le secteur des IMF est encore faible, et en légère amélioration baisse par rapport à 2008 (eu égard au volume de prêts gérés par employés et non au nombre) où chaque employé gérait 65 emprunteurs et un portefeuille de 1.1 million de gourdes. A noter que la productivité du personnel est aux environs de 1/3 de celle de la plupart des pays de la Région. En effet, le nombre de prêts par employé de microfinance en République Dominicaine est de 194 et 194 au Mexique (réf : Mix Market).

8. QUALITE DE L'ACTIF

La qualité de l'actif est analysée sous l'angle de la qualité du portefeuille, du taux de l'actif sujet à risque et du taux de l'actif générateur de revenus (actif productif par nature).

i. La qualité du portefeuille

La qualité du portefeuille consolidé des 81 IMF analysées s'est améliorée en 2009 par rapport à l'année antérieure, avec un taux de portefeuille à risque passé de 14.50% à 11.85%. Ce portefeuille à risque est provisionné à 76.40% et 44.75% respectivement en 2009 et 2008. Pendant cette période, la qualité du portefeuille de l'ensemble du secteur bancaire haïtien a varié dans le même sens de celui des IMF, passant de 9.69% à 8.34%.

ii. Le taux de l'actif sujet à risque

Le taux de l'actif sujet à risque, dans une optique prudentielle, est le total de l'actif pondéré en utilisant les coefficients de pondération risque établis par les autorités prudentielles. Si dans le secteur bancaire haïtien, ce taux a atteint 43% en 2009 et 43.6% en 2008 en raison de la forte liquidité bancaire, de l'importance grandissante des bons BRH dans la structure du bilan des banques et la bonne couverture des prêts par des garanties extrinsèques prudentiellement admissibles, dans le secteur de la microfinance c'est tout le contraire. Le portefeuille de prêts représente l'essentiel de l'actif ou des investissements, et la couverture des prêts par des garanties admissibles n'est pas de pratique courante dans le secteur de la microfinance. Ainsi, le taux de l'actif sujet à risque est de 75% pour les 81 institutions de l'enquête. Ce qui suggère que, dans une perspective prudentielle, le risque de crédit auquel s'exposent les IMF est 1.74 fois plus élevé que celui du secteur des banques commerciales.

iii. Taux d'actifs générateurs de revenus

66.32% des ressources des IMF sont investies dans des actifs générateurs de revenus par nature, notamment le portefeuille de crédit qui absorbe 59.5% de l'ensemble des ressources des 81 IMF de

l'échantillon. Les placements productifs d'intérêt, de leur côté, représentant 6% de l'actif total. En ce qui concerne les actifs improductifs par nature (encaisse, immobilisations, autres actifs), ils comptent pour 34% du total, avec une certaine prédominance des liquidités (18.5% de l'actif). A noter que le niveau de liquidités est dû essentiellement aux CEC assujetties désormais aux obligations de réserves imposées par les autorités prudentielles.

6. APPORT SOCIO-ECONOMIQUE DIRECT

L'apport socio-économique direct des IMF étudiées est analysé sur la base des emplois directs créés, de la valeur ajoutée directe générée et des revenus de salaires distribués, notamment en milieux défavorisés.

1. EMPLOIS DIRECTS

Les 81 institutions étudiées emploient un total de 2,721 personnes dont 1,836 hommes et 885 femmes, percevant un salaire global de 485.7 millions de gourdes. A ces 2,721 emplois, il convient d'ajouter le nombre d'emprunteurs, vu qu'en microcrédit le signataire est le premier et dans certains cas, le seul employé de l'entreprise. Autant dire que les IMF de l'échantillon sont génératrices d'un total de 168,066 emplois directs, soit une moyenne de 2,075 emplois par institution. A noter que c'est par conservatisme que seul le nombre d'emprunteurs est ajouté au nombre d'emplois directs, considérant que certaines micro-entreprises bénéficiaires emploient d'autres personnes que le propriétaire.

2. VALEUR AJOUTEE GENEREE ET REVENUS DE SALAIRES

La valeur ajoutée d'une institution financière est représentée par son produit net bancaire, c'est-à-dire la différence entre les revenus bruts perçus et les charges d'intérêts. En ce sens, les IMF de l'étude créent une valeur ajoutée directe (compte non tenu de la valeur ajoutée des bénéficiaires de crédit) de 1.3 milliards de gourdes. Un total de 0.5 milliard de cette valeur ajoutée (soit 38%) rémunère des employés de ces IMF, d'où un revenu par employé de 178,500 gourdes, soit 6.2 fois le revenu per capita en Haïti en 2009, d'après les statistiques officielles et provisoires.

ENCADRE 2: SYNTHÈSE DES RESULTATS DE D'ECHANTILLON

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2009	2008	CEC	Banque	ONG	Autres
Structure financière						
Ratio de capitalisation	25.28%	23.44%	24.40%	32.38%	60.70%	12.76%
Coefficient de levier financier	3.96	4.27	4.10	3.09	1.65	7.84
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	58.8%	57.5%	120.4%	1.2%	21.9%	75.3%
Rapport Dépôts/Total ressources	38.8%	36.8%	68.6%	1.0%	16.0%	43.5%
Ratio Dépôts/Total du passif	51.9%	48.1%	90.8%	1.5%	40.8%	49.9%
Endettement financier institutionnel	39.9%	45.3%	0.4%	88.8%	30.1%	45.6%
Performance financière						
ROA	4.62%	1.54%	3.88%	10.38%	-5.62%	1.09%
ROE	18.93%	6.59%	16.47%	34.45%	-9.52%	8.18%
Autosuffisance opérationnelle	1.20	1.05	1.37	1.27	0.88	1.05
Marge et rendement						
Marge nette	16.51%	4.88%	27.24%	21.17%	-13.62%	5.14%
Taux de rendement brut de l'actif	27.95%	31.64%	14.26%	49.04%	41.28%	21.17%
Taux de rendement brut du portefeuille	40.91%	49.48%	23.71%	62.50%	108.07%	47.15%
Taux de rendement réel du portefeuille	47.86%	24.77%	29.82%	70.51%	118.33%	54.40%
Coût moyen des dettes	2.71%	3.72%	1.46%	3.40%	5.80%	3.34%
Marge brute d'intermédiation	38.20%	45.76%	22.25%	59.10%	102.27%	43.81%
Efficiences opérationnelles						
Dépenses opération. en % du portefeuille brut	28.32%	37.66%	11.80%	42.11%	47.60%	25.29%
Rémunération du personnel en % du portefeuille brut	14.94%	20.45%	5.42%	20.98%	32.92%	14.56%
Coût opérationnel par emprunteur	5,491	6,908	5,055	18,577	3,383	2,239
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.18	0.24	0.07	0.34	0.34	0.15
Coût opérationnel par agence	3,886,140	5,042,806	1,669,124	10,093,315	2,113,684	2,804,680

ENCADRE 2: SYNTHÈSE (SUITE)

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2009	2008	CEC	Banque	ONG	Autres
Productivité						
Nombre d'emprunteurs par employé	61	64	39	45	78	77
Portefeuille brut par employé	1,243,417	1,181,953	1,799,010	2,038,667	545,487	693,950
Nombre d'épargnants volontaires par employé	179	170	439	11	39	171
Volume d'épargne volontaire par employé	604,788	568,495	1,673,913	24,874	29,294	508,904
Qualité du portefeuille						
Pourcentage du portefeuille à risque	11.85%	14.50%	13.68%	7.80%	30.34%	12.09%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	76.30%	44.75%	65.14%	114.44%	82.98%	50.36%
Taux de l'actif générateur de revenus	66.32%	71.49%	56.46%	78.46%	62.43%	67.03%
Performance socio-économique						
Revenus bruts générés par les IMF de l'échantillon	1,399,509,328	1,543,886,854	266,340,388	740,396,856	98,023,468	294,748,616
Valeur ajoutée directe	1,296,960,819	1,405,144,488	245,500,853	704,586,596	92,387,726	254,485,644
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	37.45%	45.41%	23.43%	36.04%	60.92%	46.33%
Valeur ajoutée directe par institution	16,011,862	17,347,463	3,776,936	176,146,649	13,198,247	50,897,129
Rémunération par employé	181,185	241,722	95,139	408,958	184,827	102,488
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	6.2	7.7	3.2	13.9	6.3	3.5
Marketing						
<i>Produits offerts (autre que l'épargne et le crédit)</i>						
# d'inst. offrant le service de transfert de fonds	14	nd	9	2	1	2
# d'inst. offrant le service de change	23	nd	19	2	1	1
# d'inst. offrant le service d'assurance	4	nd	1	1	1	1
# d'inst. offrant le service de chèque	22	nd	20	1	1	0
# d'inst. offrant le service de coffre-fort	19	nd	18	1	0	0
# d'inst. offrant autres services non spécifiés	1	nd	1	0	0	0

ENCADRE 2: SYNTHÈSE

Performance des institutions de microfinance

	Ensemble de l'échantillon		Ventilation des indicateurs de 2009 par type d'institution			
	2009	2008	CEC	Banque	ONG	Autres
<i>Technologies utilisées</i>						
# d'inst. utilisant le guichet ambulant	2	nd	2	0	0	0
# d'inst. utilisant la technologie portable	2	nd	1	1	0	0
# d'inst. utilisant le téléphone cellulaire	31	nd	24	2	3	2
# d'inst. utilisant les services intercaisse	1	nd	1	0	0	0
# d'inst. utilisant les cartes à puce	5	nd	2	1	0	2
# d'inst. utilisant les services informatisés	21	nd	9	3	5	4
<i>Pricing effectif</i>						
Taux d'intérêt effectif sur les prêts	73.16%		71.23%	87.13%	81.60%	75.17%
Rémunération effective du passif	2.71%	3.72%	1.46%	3.40%	5.80%	3.34%
Gouvernance et caractéristiques managériales						
Nombre de niveaux de management	3	nd	3	4	3	3
Nombre d'institutions ayant un CA	76	nd	65	3	4	4
Nombre d'institutions ayant un comité de crédit	58	nd	48	4	4	2
Nombre de réunions du CA par années	13	nd	14	5	16	4
Nombre de membres du CA	6	nd	6	4	7	6
Qualité du système de gestion administrative		nd				
Très bonne (nombre d'institutions)	50/81	nd	43/65	2/4	3/7	2/5
Bonne	4/81	nd	2/65	0/4	2/7	0/5
Moyenne	4/81	nd	3/65	0/4	1/7	0/5
Nécessitant des profondes améliorations	22/81	nd	17/65	1/4	1/7	3/5
Qualité du système de gestion financière						
Très bonne (nombre d'institutions)	16/81	nd	10/65	1/4	4/7	1/5
Bonne	9/81	nd	7/65	1/4	1/7	0/5
Moyenne	18/81	nd	16/65	0/4	1/7	1/5
Nécessitant des profondes améliorations	38/81	nd	32/65	2/4	1/7	3/5
Qualité du "credit process" dans son ensemble						
Bon	19/81	nd	14/65	2/4	3/7	0/5
Acceptable	11/81	nd	8/65	0/4	2/7	1/5
Insuffisant	17/81	nd	15/65	0/4	1/7	1/5
Questionnable	34/81	nd	28/65	2/4	1/7	3/5

V. ANALYSE INFÉRENTIELLE

Il s'agit maintenant d'inférer les données de l'échantillon à la population totale des IMF formelles. Cette analyse se fait en trois (3) étapes.

La première étape consiste à identifier les indicateurs au niveau desquels nous estimons la taille du marché ou du secteur de la microfinance.

La deuxième étape consiste à calculer les résultats moyens de l'échantillon pour chacun des indicateurs, et pour chaque sous population.

Dans la troisième étape, les résultats moyens des indicateurs sont multipliés par la sous population correspondante avant leur sommation.

1. LES INDICATEURS QUANTITATIFS DU MARCHÉ RETENUS

Le marché formel de la microfinance (marché actuel) sera quantifié sur la base des indicateurs suivants :

L'actif total ou la taille du bilan consolidé

Le portefeuille brut et le nombre d'emprunteurs

Le volume d'épargne et le nombre d'épargnants

Les revenus bruts générés par le secteur

Les bénéfices générés

Le nombre d'emplois créés ou garantis

La valeur ajoutée directe.

2. LES CHIFFRES MOYENS DE L'ÉCHANTILLON AU NIVEAU DES INDICATEURS RETENUS

Les chiffres moyens font l'objet de l'encadré 3. A remarquer qu'un chiffre moyen est calculé pour chaque type institution de l'échantillon et que les caisses d'épargne et de crédit sont éclatées en quatre sous-populations : les grandes caisses (type 1), les caisses moyennes bénéficiaires d'encadrement technique (type 2), les caisses non encadrées (type 3), les petites caisses du Nord-Ouest encadrées par KNFP (type 4).

Cette approche est justifiée par l'hétérogénéité du sous-secteur, associée au caractère non aléatoire de l'échantillon. En effet, une moyenne générale basée sur un échantillon non aléatoire de caisses d'épargne et de crédit risquerait d'être non représentative de la sous-population. En témoigne le grand écart existant entre les chiffres moyens enregistrés au niveau de différents types de caisse.

3. ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHÉ SELON DIFFÉRENTS CRITÈRES

L'encadré 4 présente d'abord l'effectif total des différentes strates de la population d'IMF, puis la taille du marché par strate selon différents critères et enfin, la taille globale du marché.

1. TAILLE ET REPARTITION DU MARCHE EN TERMES D'ACTIF, DE PORTEFEUILLE ET D'EPARGNE.

Au 30 septembre 2009, l'actif total du secteur formel de la microfinance s'élève à 6.9 milliards de gourdes et est réparti entre 196 institutions regroupées en quatre catégories (CEC, IMF affiliées aux banques, ONG, et autres). Les IMF affiliées aux banques qui sont actuellement au nombre de 4 contrôlent 22.8% de l'actif total du secteur.

Le portefeuille brut du secteur est estimé à 4.4 milliards de gourdes, pour 233,186 emprunteurs environ. En ce qui concerne l'épargne, au 30 septembre 2009, le secteur a collecté 3.1 milliards de gourdes auprès de 951,755 déposants environ. Comme le montre le tableau 17, le portefeuille et l'épargne n'ont pas forcément la même structure par type d'institution. Les CEC qui sont au nombre de 175 contrôlent 40% du portefeuille et 70.65% des dépôts. Alors que les quatre (4) IMF liées aux banques contrôlent 29.34% du portefeuille.

Il paraît que si les CEC sont responsables du niveau élevé des déposants, la responsabilité du grand nombre des emprunteurs est attribuable aux IMF classées dans la catégorie « Autres » (Fondations/Associations/Autres), lesquelles comptent 53.39% de l'effectif des emprunteurs du secteur.

TABLEAU 17: STRUCTURE DU SECTEUR EN 2009

Volume (en HTG)				
Type d'IMF	Portefeuille	%	Dépôts	%
CEC	1,776,405,485	39.95%	2,208,859,824	70.65%
Banques	1,304,747,068	29.34%	15,919,238	0.51%
ONG	236,897,099	5.33%	51,809,269	1.66%
Autres	1,128,918,013	25.39%	849,763,764	27.18%
Total	4,446,967,664	100.00%	3,126,352,095	100.00%
Structure du secteur				
	#emprunteurs	%	#déposants	%
CEC	46,320	19.86%	598,620	62.90%
Banques	28,719	12.32%	7,246	0.76%
ONG	33,659	14.43%	37,001	3.89%
Autres	124,488	53.39%	308,888	32.45%
Total	233,186	100.00%	951,755	100.00%

2. REVENUS BRUT GENERES ET PROFITS REALISES

Pour l'exercice 2008- 2009, les revenus bruts annuels générés par le secteur atteignent 1.75 milliards de gourdes, soit une baisse de 8.4% par rapport à l'exercice 2007-2008. Le profit réalisé avant impôt s'élève à 277 millions de gourdes, soit plus de 7 fois celui de l'exercice précédent. Autant dire que 2009 a été de loin une meilleure année que 2008 pour le secteur de la microfinance en Haïti.

Le tableau 19 présente le compte d'exploitation consolidé et simplifié du secteur.

3. VALEUR AJOUTEE ET EMPLOIS

Le secteur de la microfinance (composante formelle) génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.6 milliards de gourdes, soit 0.6% du PIB. Il emploie directement 3,981 personnes. Ainsi, lorsqu'on compte les 233,186 emprunteurs, on peut évaluer le nombre d'emplois créés et/ou stabilisés à 237,166.

ENCADRE 3: ESTIMATION DE LA TAILLE DU MARCHE SELON DIFFERENTS CRITERES**Les chiffres moyens de l'échantillon par IMF**

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres
Nombre de déposants	13,260	3,564	2,673	119	1,812	3,700	44,127
Nombre de déposants volontaires	12,323	3,320	2,484	14	1,812	1,681	39,713
Nombre de déposés obligés	938	244	189	104	-	2,019	4,414
Nombre d'emprunteurs	945	286	189	140	7,180	3,366	17,784
Hommes	558	161	101	77	2,986	695	1,896
Femmes	387	125	89	63	4,194	2,670	15,888
	1.54	1.1	1.0	1.0	13.0	5.6	15.0
Volume de dépôts	73,511,237	11,440,512	7,456,596	231,758	3,979,810	5,180,927	121,394,823
Volume de dépôts volontaires	56,044,853	9,182,731	6,003,931	105,817	3,979,810	1,272,191	118,269,359
Volume de dépôts obligatoires	17,466,384	2,257,781	1,452,665	125,941	-	3,908,735	3,125,465
Portefeuille brut	59,950,179	9,626,601	5,575,434	885,516	326,186,767	23,689,710	161,274,002
Actif total	108,598,537	15,906,192	9,060,136	866,432	392,449,986	32,327,169	280,007,364
Revenus bruts	14,709,704	2,131,821	1,622,382	259,449	185,099,214	14,003,353	58,949,723
Bénéfice net	5,296,108	96,696	459,986	(58,037)	39,187,463	(1,907,324)	3,030,181
Apport socio-économique							
Nombre d'emplois directs	24	8	6	2	160	43	232
Valeur ajoutée	13,665,346	1,943,589	1,517,656	192,947	176,146,649	13,198,247	50,897,129

ENCADRE 4: CALCUL DE TAILLE DU MARCHE AU 30/9/09 A PARTIR DES CHIFFRES MOYENS DE L'ECHANTILLON ET DE LA POPULATION TOTALE

Population totale d'IMFs	13	44	100	18	4	10	7	196
---------------------------------	-----------	-----------	------------	-----------	----------	-----------	----------	------------

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
Nombre de déposants	72,381	156,828	267,275	2,136	7,246	37,001	308,888	951,755
Nombre de déposants volontaires	160,193	146,073	248,350	260	7,246	16,814	277,991	856,927
Nombre de déposés obligés	12,188	10,755	18,925	1,876	-	20,187	30,897	94,828
Nombre d'emprunteurs	12,284	12,594	18,925	2,517	28,719	33,659	124,488	233,186
Hommes	7,252	7,099	10,050	1,382	11,944	6,954	13,271	57,952
Femmes	5,032	5,496	8,875	1,135	16,775	26,704	111,217	175,234
Volume de dépôts	955,646,082	503,382,518	745,659,575	4,171,650	15,919,238	51,809,269	849,763,764	3,126,352,095
Volume de dépôts volontaires	728,583,092	404,040,162	600,393,100	1,904,705	15,919,238	12,721,914	827,885,510	2,591,447,722
Volume de dépôts obligatoires	227,062,990	99,342,355	145,266,475	2,266,945	-	39,087,355	21,878,253	534,904,373
	20.00	48.40	100.00	18.00	52.00	55.71	105.00	399
Portefeuille brut	779,352,321	423,570,456	557,543,425	15,939,282	1,304,747,068	236,897,099	1,128,918,013	4,446,967,664
Actif total	1,411,780,979	699,872,461	906,013,612	15,595,784	1,569,799,945	323,271,686	1,960,051,545	6,886,386,013
Revenus bruts	191,226,146	93,800,142	162,238,150	4,670,074	740,396,856	140,033,525	412,648,062	1,745,012,956
Bénéfice net	68,849,409	4,254,640	45,998,600	(1,044,663)	156,749,852	(19,073,236)	21,211,266	276,945,867
Apport socio-économique								
Nombre d'emplois directs	313	353	575	38	640	434	1,627	3,981
Valeur ajoutée directe	177,649,497	85,517,932	151,765,600	3,473,051	704,586,596	131,982,465	356,279,902	1,611,255,044
PIB- Haïti (en HTG courants)								266,904,000,000

ENCADRE 5: SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RESULTATS DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

	CEC-Type 1	CEC-Type 2	CEC-Type 3	CEC-Type 4	Banque	ONG	Autres	Total
<u>Structure financière</u>								
Ratio de capitalisation	25.61%	20.12%	11.66%	42.76%	32.38%	55.84%	12.81%	22.98%
Coefficient de levier financier	2.91	3.97	7.58	1.34	2.09	0.79	6.81	3.40
Rapport Dépôts/Portefeuille brut	122.62%	118.84%	133.74%	18.90%	1.22%	21.87%	75.27%	70.28%
Rapport Dépôts/Total ressources	66.54%	72.05%	82.30%	19.32%	1.01%	14.74%	43.72%	45.13%
Ratio Dépôts/Total du passif	91.53%	89.98%	93.16%	33.75%	1.50%	40.78%	49.91%	58.92%
Endettement financier institutionnel	8.47%	10.02%	6.84%	66.25%	98.50%	59.22%	50.09%	41.08%
<u>Performance financière</u>								
ROA	4.79%	0.61%	5.08%	-6.70%	9.99%	-5.43%	1.09%	4.02%
ROE	18.72%	3.03%	43.56%	-15.66%	30.84%	-9.72%	8.52%	17.52%
Autosuffisance opérationnelle	4.68	1.12	1.27	0.77	1.25	0.79	0.97	1.40
<u>Marge et rendement</u>								
Marge nette	36.00%	4.54%	28.35%	-22.37%	21.17%	-13.62%	5.14%	15.87%
Taux de rendement brut de l'actif	13.31%	13.43%	17.91%	29.94%	47.17%	39.85%	21.23%	25.21%
Taux de rendement brut du portefeuille	23.33%	20.60%	26.01%	27.60%	55.60%	52.87%	32.93%	36.90%
Taux de rendement réel du portefeuille	26.78%	24.17%	29.33%	30.85%	57.60%	54.98%	35.94%	39.73%
Coût moyen des dettes	1.30%	1.48%	1.31%	13.41%	3.37%	6.34%	3.31%	2.52%
Marge brute d'intermédiation	22.03%	19.12%	24.70%	14.19%	52.23%	46.53%	29.62%	34.38%
<u>Efficiences opérationnelles</u>								
Dépenses opér. en % du portefeuille brut	10.23%	14.01%	16.81%	7.52%	39.07%	49.07%	25.39%	25.78%
Rémunération du personnel en % du portef. brut	4.54%	6.91%	7.50%	3.21%	19.46%	33.94%	14.62%	13.64%
Coût opérationnel par emprunteur	6,493	4,713	4,951	476	17,748	3,454	2,303	4,917
Coût opérationnel par gourde d'actif	0.056	0.085	0.103	0.077	0.325	0.331	0.147	0.166

ENCADRE 5 (SUITE): SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES RÉSULTATS DU SECTEUR OBTENUS PAR EXTRAPOLATION

Coût opérationnel par agence	3,988,232	1,226,426	937,062	66,631	9,802,161	2,086,586	2,729,888	2,863,781
<u>Productivité</u>								
Nombre d'emprunteurs par employé	39	36	33	66	45	78	77	59
Portefeuille brut par employé	2,489,944	1,198,332	969,641	419,455	2,038,667	545,487	693,950	1,108,618
Nombre d'épargnants volontaires par employé	512	413	432	7	11	39	171	214
Volume d'épargne volontaire par employé	2,327,742	1,143,079	1,044,162	50,124	24,874	29,294	508,904	641,409
<u>Qualité du portefeuille</u>								
Pourcentage du portefeuille à risque	11.12%	20.22%	15.46%	17.85%	7.80%	30.34%	12.09%	12.88%
Taux de provisionnement du portefeuille à risque	65.88%	59.47%	72.79%	150.05%	114.44%	82.98%	50.36%	73.56%
Taux de l'actif générateur de revenus	52.20%	53.79%	54.61%	77.88%	77.66%	51.73%	65.59%	62.40%
<u>Performance socio-économique</u>								
Revenus bruts générés par le secteur	176,516,443	93,800,142	163,860,532	4,670,074	740,396,856	140,033,525	412,648,062	1,731,925,634
Valeur ajoutée directe	163,984,151	85,517,932	153,283,256	3,473,051	704,586,596	131,982,465	356,279,902	1,599,107,354
% de la valeur ajoutée rémunérant le personnel	19.91%	34.22%	27.56%	14.71%	36.04%	60.92%	46.33%	37.78%
Valeur ajoutée directe par institution	13,665,346	1,943,589	1,517,656	192,947	176,146,649	13,198,247	50,897,129	8,158,711
Rémunération par employé	113,014	82,798	72,743	13,444	396,817	185,131	101,474	152,469
Rapport entre le salaire per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays	3.85	2.82	2.48	0.46	13.53	6.31	3.46	5.20

VI. ANALYSE COMPARATIVE

Cette analyse a pour objectif de comparer : a) les résultats consolidés du secteur de la microfinance obtenus de l'analyse inférentielle avec ceux de l'échantillon ; b) les données du secteur en 2009 avec celles des années antérieures ; c) la performance du secteur de la microfinance avec celle du secteur bancaire (les banques commerciales et de logement traditionnelles).

1. COMPARAISON DES RESULTATS DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DE L'ECHANTILLON.

Une telle comparaison vise à déterminer le poids réel de l'échantillon dans la population totale d'IMF. Cette approche permettra éventuellement aux lecteurs de faire d'autres estimations à partir des données présentées dans les différents tableaux mais ne faisant pas l'objet d'analyse approfondie de notre part.

Le tableau 18 montre que si l'échantillon représente 41.33% de la population des IMF, les institutions qui le composent contrôlent cependant 76.08% du portefeuille brut consolidé, 74.6% de la taille du bilan, et 63.68% du volume des dépôts, etc....

TABLEAU 18 : POIDS DE L'ECHANTILLON PAR RAPPORT AU SECTEUR

	Secteur IMF	Echantillon	Pourcentage
Nombre d'institutions	196	81	41.33%
Nombre d'emprunteurs	233,186	165,345	70.91%
Nombre de déposants	951,755	545,917	57.36%
Taille du bilan	6,886,386,013	5,136,930,020	74.60%
Portefeuille brut	4,446,967,664	3,383,336,425	76.08%
Volume de dépôts	3,126,352,095	1,990,860,519	63.68%

2. COMPARAISON DES RESULTATS DE 2009 DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC CEUX DES ANNEES ANTERIEURES.

La collecte des données pour la présente étude a porté sur trois (3) années consécutives (2007, 2008 et 2009). Les données de 2009 ont fait l'objet du même traitement que celles de 2008 et les résultats, au fur et à mesure de notre analyse, font l'objet de comparaison temporelle, notamment au niveau des ratios de performance financière et opérationnelle. Il s'agit maintenant d'analyser l'évolution de la taille du secteur en 2007, 2008 et 2009, selon différents indicateurs y relatifs.

Le tableau 18a suivant présente le résultat de la comparaison temporelle des données du secteur de la microfinance, en Haïti.

Tableau 18a: Rapprochement de 2007, 2008 et 2009

	2009	2008	2007	Taux de croissance 2008 à 2009	Taux de croissance annuel 2007-2009
Nombre d'emprunteurs	233,186	239,840	191,649	-2.77%	10.31%
Nombre de déposants	951,755	861,403	401,359	10.49%	53.99%
Taille du bilan	6,886,386,013	6,540,577,041	4,931,943,557	5.29%	18.16%
Portefeuille brut	4,446,967,664	4,101,313,194	3,193,600,952	8.43%	18.00%
Volume de dépôts	3,126,352,095	2,817,790,554	1,927,997,052	10.95%	27.34%

3. COMPARAISON DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AVEC LE SECTEUR BANCAIRE

Il convient maintenant de comparer les indicateurs de performance du secteur de la microfinance avec ceux du secteur bancaire.

Les résultats de cette analyse comparative présentés au tableau 19, indiquent que la taille du bilan du secteur de la microfinance représente 6.25% de celle du système bancaire alors que le portefeuille brut en représente 12.09% de celui du système bancaire. Toutefois, les écarts les plus frappants sont enregistrés au niveau des effectifs. En effet, le nombre d'emprunteurs du secteur de la microfinance est 5 fois plus élevé que celui des banques alors que le nombre de déposants atteint à peine 44% de l'effectif des clients créditeurs du secteur bancaire. De plus, il est intéressant de constater que les IMF créent plus d'emplois directs que les banques, en dépit de l'écart de taille de bilan.

TABLEAU 19: ETATS DES RESULTATS CONSOLIDES: EXERCICE 2008-2009

(Analyse comparative)

	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
Revenus bruts	(En 000 Gourdes)		
Revenus de crédit	1,330,233	1,640,973	3,805,440
Revenus de placements	411,080	420,467	1,038,094
Autres revenus	(341,804)	(316,428)	2,890,642
Total revenus bruts	1,399,509	1,745,013	7,734,176
Dépenses d'intérêt	102,549	133,758	751,546
Produit Net Bancaire	1,296,961	1,611,255	6,982,630
Charges d'exploitation			
Frais du personnel	485,667	606,418	2,071,047
Autres charges	435,348	540,215	2,987,447
Total charges d'exploitation	921,015	1,146,632	5,058,494
Résultat avant provision	375,946	464,623	1,924,135
Provisions pour pertes de l'exercice	144,851	187,677	295,193
Résultats avant impôt	231,095	276,946	1,628,943

TABLE 19A: BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2009

(Analyse comparative) - En milliers de gourdes sauf indication contraire

Actif	Echantillon de l'étude	Secteur (formel) de la microfinance	Secteur bancaire
• Encaisse	1,052,122	1,567,313	41,108,953
• Placements et assimilés	331,154	416,044	26,319,598
• Portefeuille net	3,074,410	4,027,113	34,600,943
• Immobilisations nettes	308,718	403,469	4,163,054
• Autres actifs	368,925	473,366	3,867,821
Total actif	5,135,330	6,887,305	110,060,369
Passif et fonds propres			
• Dépôts	1,990,861	3,125,193	93,458,555
• Autres dettes	1,842,230	2,178,893	8,262,417
Total passifs	3,833,090	5,304,086	101,720,972
Fonds propres	1,298,040	1,574,146	8,339,396
Total passif et fonds propres	5,135,330	6,887,305	110,060,368
Hors bilans			
Ajustement requis (autres actifs)	(4,200)	(9,073)	0
Total actif brut	5,680,863	7,577,703	112,224,753
Portefeuille brut	3,380,290	4,446,968	36,765,329
Prov. pr créances douteuses	305,879	419,854	2,124,877
Portefeuille de crédit échu	400,903	571,470	3,066,235
Nombre de prêts	165,345	233,186	47,136
Nombre de dépôts	545,917	951,755	2,168,016
Nombre de succursales	241	356	140
PAP	65	96	84
Province	176	260	56
Nbre d'employés	2,721	3,981	3,961
Actif bilan et hors bilan	5,437,009	7,298,087	111,476,801
Actif équivalent risque (ou pondéré)	4,053,733	5,314,730	47,867,943
Coefficient risque de l'actif	0.75	0.73	0.43
Fonds propres (base réglementaire)	1,298,040	1,574,146	7,828,355
Ratio des fonds propres (base réglementaire)	32.02%	29.62%	16.35%
Seuil d'admissibilité des fonds propres	12.50%	12.50%	12%
Coefficient d'exploitation	71.01%	71.16%	72.44%
Taux d'improductivité	11.86%	12.85%	8.34%

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'étude de 2009 confirment ceux trouvés en 2007 et 2008 selon lesquels la microfinance n'est loin d'être une activité marginale, mais un secteur qui s'affirme de plus en plus dans le paysage financier haïtien, et qui affiche annuellement des taux de croissance, dans la plupart des cas, plus élevés que ceux enregistrés par le système financier traditionnel, notamment au niveau du volume de dépôt (11% de croissance contre 9% pour le secteur bancaire) et du nombre de déposants (10% d'augmentation en 2009 contre 8% pour le secteur bancaire). Par ailleurs, le secteur de la microfinance a substantiellement amélioré sa performance en 2009 en septuplant sa capacité bénéficiaire, grâce à une meilleure efficacité administrative, se traduisant par un faible ratio « dépenses opérationnelles/portefeuille brut ».

Il est aussi important de souligner le maintien de la tendance à la diversification du secteur. En effet, depuis quelque temps, les IMF fournissent la plupart des services offerts par les institutions financières traditionnelles, dont les services de chèque, de change de transfert de fonds, de coffre-fort, de dépôts et de crédit. Elles utilisent, dans beaucoup de cas, les technologies les plus modernes dans la livraison de ces services. Le secteur de la microfinance s'impose aussi par sa taille grandissante dans le paysage financier haïtien. Au 30/09/09, la taille consolidée du bilan est de 6.9 milliards de gourdes soit 6.26% de celle de l'ensemble du secteur bancaire. Son portefeuille consolidé de 4.4 milliards de gourdes en représente 12.20%, pour 5 fois plus d'emprunteurs (en excluant des données du secteur bancaire le nombre d'emprunteurs et le volume de crédit des IMF consolidées avec des banques). Par ailleurs, le secteur de la microfinance offre à 951,755 personnes (épargnants) la possibilité de sécuriser et/ou de rentabiliser leurs avoirs. S'il est vrai que le secteur bancaire traditionnel fait 2.28 fois mieux en termes de nombre de déposants, il n'en est pas moins vrai que ce chiffre de déposants du secteur de la microfinance dépassant largement celui des emprunteurs du secteur, est le témoignage de la confiance du public dans les IMF et que les déposants ne sont pas des personnes uniquement motivées par l'obtention d'un prêt. Est encore plus encourageante l'évolution de la taille du secteur (selon différents critères) d'une année à une autre. En effet, de 2007 à 2009 tous les indicateurs de taille de la microfinance ont favorablement varié de 10 à 54% en moyenne par année, notamment le nombre de déposants (54%) et le volume de dépôts (27%). L'apport direct de la microfinance au revenu national, à la répartition des richesses et à la réduction de la pauvreté par la génération de revenus en milieux défavorisés est également loin d'être négligeable. En effet, il y a plus de personnes qui travaillent dans le secteur de la microfinance que dans le secteur bancaire formel (4,000 environ). De plus, les 233,186 micro-emprunteurs peuvent être aussi considérés comme des détenteurs d'emplois générés directement par la microfinance, en raison des relations de proximité existant entre les IMF et leurs débiteurs et l'unicité de la source de financement de ces derniers. Le secteur de la microfinance étudié génère annuellement une valeur ajoutée directe de 1.6 milliards de gourdes dont plus de 38% va à la rémunération du facteur travail (salaires). Ce qui permet aux travailleurs affectés à la livraison des services micro-financiers de percevoir des revenus annuels représentant plus de 5.2 fois la moyenne nationale. En ce qui concerne la valeur ajoutée indirecte, c'est-à-dire celle créée par les bénéficiaires de services de microfinance, il n'a pas été possible de la mesurer avec précision. Contentons-nous de rappeler que les bénéficiaires de la microfinance font partie du secteur qui contribue à plus de 60% du PIB national. Si l'enquête est riche en renseignements, elle comporte cependant

certaines limites dont la divulgation est de nature à faciliter l'orientation des actions amélioratives futures de la part d'autres chercheurs.

- La première limite réside dans la taille de l'échantillon et le mode d'échantillonnage retenus pour la strate des caisses populaires non affiliées et non encadrées. Il s'agit d'un échantillon de cinq (5) caisses choisies par convenance sur une population d'une centaine environ, alors que 60 des 73 caisses encadrées ont été retenues. La recherche à l'avenir de plus de précision dans l'évaluation de la taille du marché des CEC et du marché global devra passer par l'agrandissement de l'échantillon à ce niveau et/ou l'amélioration de la technique d'échantillonnage au niveau de ces CEC non encadrées et non affiliées. Force est cependant d'admettre que ce ne sera pas une tâche facile.
- La deuxième limite vient du fait que l'étude porte seulement sur la composante formelle du secteur de la microfinance. Les activités des tontines, des prêteurs individuels et d'autres acteurs informels de la microfinance n'étaient pas l'objectif de cette étude.
- La troisième limite consiste dans la concentration de l'étude sur le marché (demande) actuel de la micro-épargne et du microcrédit et l'ignorance des non-utilisateurs relatifs des services de microfinance surtout en termes de crédit. Par exemple, les micro et petites unités de production urbaines n'ont pas accès au service de microcrédit, ni au crédit bancaire formel pour des raisons qui tiennent à leur taille et à la nature de leurs besoins. Une étude du PNUD (mission inter-agences 1994) avait évalué les besoins de crédit de ce sous-secteur à 40 millions de dollars américains par an d'une maturité moyenne de 5 ans. Le portefeuille courant maximum que peut atteindre ce sous-secteur à partir de tels chiffres est de 100 millions de dollars américains, soit 4 milliards de gourdes. Un autre secteur représentant un marché potentiel pour la microfinance, encore ignoré par ce dernier est le secteur agricole. L'évaluation des besoins de crédit agricole déborde le cadre de cette étude. Mais une simple analyse des besoins de la Vallée de l'Artibonite en crédit campagne donne une idée de l'ampleur des besoins globaux du secteur agricole. En effet, le coût d'exploitation d'un hectare de terre en riz est de 20,000 gourdes en moyenne. Dans l'hypothèse d'un financement externe à 70%, le marché potentiel du crédit campagne dans la Vallée (pour le riz seulement) peut être estimé à 14,000 gourdes par ha, soit 2.8 milliards de gourdes pour les 20,000 hectares inventoriés dans la Vallée.

Ainsi rien qu'en ajoutant les micro-entreprises urbaines de production et les rizières de l'Artibonite, le marché potentiel de microcrédit passe à 10.4 milliards de gourdes contre 4.4 milliards du marché actuel. Il est donc facile d'imaginer la taille d'un tel marché lorsqu'on ajoute d'autres cultures comme les légumes, la banane, le café, les fruits, la canne, l'igname, et d'autres activités comme la pêche et l'aquaculture, l'élevage, pour ne citer que ces filières.

L'extension du marché actuel de microcrédit pour inclure ces filières et d'autres, impliquera plus de risque pour les IMF et nécessitera l'élargissement de la gamme de produits de crédit pour inclure le crédit à moyen terme, le crédit campagne, le leasing financier, pour ne citer que ceux-là. Cela exposera les IMF à d'autres types de risques nécessitant une autre approche managériale, et des ressources techniques, financières et humaines beaucoup plus importantes quantitativement et qualitativement que celles disponibles actuellement.

Cette intensification future des activités de crédit des IMF nécessitera également une surveillance plus efficace de la part des autorités de régulation en l'occurrence la BRH, responsable de la protection des avoirs des épargnants, du contrôle des opérations de crédit sur le territoire et de l'intégrité du système financier. Cependant, les acteurs de la microfinance doivent s'assurer, à priori, de la conformité du cadre

règlementaire de la microfinance avec leur réalité interne et externe, afin que les IMF ne soient pas vues par le régulateur comme des « banques commerciales de petite taille », dans le traitement prudentiel de leurs opérations. Ils devront obtenir de la BRH le droit ou la possibilité de commenter ou de faire valoir leurs opinions sur les normes prudentielles concernant le secteur avant leur entrée en vigueur. Le renforcement de leur pouvoir de négociation à travers la maîtrise du sujet par leurs représentants constituera un atout important à cet effet. Ainsi, l'encadrement technique externe ou interne de la microfinance devra prendre à l'avenir la forme d'assistance dans la conception de nouveaux produits de crédit, la maîtrise du cadre légal et réglementaire, le renforcement de la capacité des ressources humaines en termes d'analyse de microprojets et de gestion des risques de crédit, une révision en profondeur du « credit process » et la standardisation des indicateurs de performances opérationnelle, financière et socio-économique dans une optique tant prudentielle que de bonne gouvernance.

VII. ANNEXES

1. OPERATIONNALISATION DES CONCEPTS

Cette partie du rapport procède à la définition des principaux concepts et présentent de manière détaillée, dans certains cas, les techniques et approches utilisées pour mesurer les variables quantitatives, notamment les variables agrégées. Une synthèse des formules de calculs que nous utilisons dans le cadre de la préparation de ce rapport est présentée à la fin de ce chapitre

1. QUALITE DE L'ACTIF

Elle est déterminée par la probabilité de recouvrement des prêts. Cinq (5) mesures de la qualité du portefeuille ont été adoptées :

- a. Le portefeuille à risque
- b. Le taux de recouvrement historique (qualité 2)
- c. Le portefeuille sujet à risque
- d. Le coefficient de risque de l'actif
- e. Le taux de l'actif productif par nature

2. PORTEFEUILLE A RISQUE

C'est un indicateur de la qualité du portefeuille qui mesure le pourcentage du portefeuille brut sur lequel il y a des retards de paiement de plus de 30 jours Il est égal à la somme des prêts (principal) dont les bénéficiaires ont un ou plusieurs paiements en retard divisé par le portefeuille brut total

Portefeuille à risque = Total des prêts affecté par des retards / Total portefeuille brut

3. TAUX DE REMBOURSEMENT

Il s'agit un second indicateur de la qualité du portefeuille. Il mesure le montant des recouvrements reçus par l'institution pour chaque 100-gourdes de prêts octroyés. Il comprend trois (3) variantes :

Le taux de recouvrement net (TRN) qui est le rapport entre les recouvrements attendus et effectivement reçus au cours d'une période (recouvrements courants) et le total de recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement brut (TRB) qui est le rapport entre les recouvrements reçus au cours d'une période (courant+arriérés) et le total des recouvrements attendus durant la même période.

Le taux de recouvrement cumulé (TRC) qui est le rapport entre les recouvrements de l'institution relatifs aux prêts échus, cumulés sur une longue période et le montant cumulatif de ces derniers..

TRB = (Recouvrements courants + Arriérés recouverts) / Montant attendu

TRN = Recouvrement courant / Montant attendu

TRC = Montant cumulé des recouvrements des prêts échus sur une longue période / Montant cumulatif des échus cumulés sur la période

4. POLITIQUE DE CREDIT

Elle est déterminée par les conditions de crédit, le taux d'intérêt, la durée des prêts, les garanties, les autres coûts, les montants minimum et maximum.

i. Taux d'intérêt nominal

Taux d'intérêt stipulé dans le contrat de prêt. Dans le domaine du microcrédit, il est exprimé en pourcentage mensuel.

ii. Intérêt dégressif

Un intérêt calculé sur le solde du prêt en début de période

iii. Intérêt linéaire (flat)

Un intérêt calculé sur le montant original du prêt pendant toute la durée de ce dernier.

iv. Taux d'intérêt effectif annuel

Le taux d'intérêt effectivement payé par l'emprunteur calculé sur une base annuelle et prenant en compte les conditions dont est assorti le prêt, tel que les frais de dossiers, les modalités de perception des intérêts (d'avance, flat, à échéance, dégressif), l'épargne forcée ou solde compensateur, etc.)

Le taux effectif annuel est donc le taux annualisé pour lequel la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur (service de la dette) est égale au montant net effectivement décaissé par le prêteur. Le calcul du taux effectif annuel se fait en 5 étapes.

1. Calculer le montant effectivement décaissé par le prêteur. Ce montant est la différence entre le montant nominal du prêt et les prélèvements effectués en amont par le prêteur (frais de dossiers, intérêt d'avance, épargne forcée)
2. Calculer les remboursements périodiques de l'emprunteur (service de la dette conformément au contrat)
3. Déduire l'épargne forcée du dernier remboursement
4. Faire sous forme de tableau le résumé des cash-flows nets, à compter du temps zéro (date de décaissement du prêt) au temps t (date du dernier remboursement)
5. Calculer le taux d'actualisation qui annule la différence entre la valeur actualisée des remboursements de l'emprunteur et le décaissement net du prêteur.

A noter qu'en raison de l'expression des intérêts, frais de dossiers, et de l'épargne forcée en pourcentage du montant du prêt, ce dernier n'affecte pas le taux d'intérêt effectif. Ainsi ce taux peut être calculé selon plusieurs conditions de crédit en tenant compte d'un prêt hypothétique de 100 unités monétaires (montant nominal)

v. Épargne forcée ou obligatoire

Il s'agit d'une obligation faite à l'emprunteur de laisser dans un compte bloqué auprès du prêteur une fraction (ou pourcentage) du montant du prêt, ou d'accumuler préalablement dans un compte d'épargne une fraction du montant du prêt sollicité.

vi. Frais de dossier

Ils représentent un prélèvement effectué en amont par le prêteur sur le montant du prêt. Ils sont exprimés en pourcentage du montant nominal du prêt.

vii. **Durée des prêts**

Elle est mesurée par le délai accordé aux débiteurs pour rembourser le prêt. Elle est exprimée en mois.

5. **STRUCTURE FINANCIERE**

La structure financière est déterminée par le poids des différents types de capitaux dans l'ensemble des ressources totales de l'institution. Au niveau primaire, elle est la répartition des capitaux entre les dettes et les fonds propres. Au niveau secondaire, il peut être la répartition des dettes totales entre les ressources-clientèle (les dépôts) et les emprunts institutionnels (structure de l'endettement global).

6. **PERFORMANCE FINANCIERE**

Elle est mesurée par les coefficients d'autosuffisance opérationnelle et financière et par la rentabilité de l'investissement. Les coefficients d'autosuffisance doivent être supérieurs à 1, pour être admissibles. A noter que la performance financière des IMF dépend de l'aptitude de ces dernières à contrôler les marges, à favoriser une certaine efficacité administrative, à garantir un niveau adéquat de productivité du personnel et du réseau, à maintenir la bonne qualité du portefeuille.

i. **Coefficient d'autosuffisance opérationnelle (CASO ou OSS)**

C'est la capacité de l'institution à couvrir ses coûts opérationnels et financiers actuels à partir des revenus autogénérés. Il représente le rapport entre l'ensemble des revenus bruts (intérêts, frais de dossiers, commissions, etc..) et les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût effectif des fonds empruntés.

CASO = Revenus bruts d'exploitation / Charges et pertes

ii. **Coefficient d'autosuffisance financière (CASF ou FSS)**

Ce ratio mesure la capacité de l'institution à couvrir ses coûts récurrents, dans l'hypothèse d'absence de subvention de ses coûts opérationnels et d'obtention de l'ensemble de ses ressources financières aux conditions du marché. Il s'agit donc de déterminer la proportion dans laquelle l'institution arrive à couvrir à partir des revenus auto générées les charges d'exploitation, les mauvaises créances et le coût normatif de ses fonds. Contrairement au coût des fonds externes qui est calculé seulement sur les fonds empruntés, le coût normatif des fonds est calculé sur l'ensemble des ressources de l'institution.

ASF = Revenus bruts d'exploit. ajustés / (Charges opér. ajustées + pertes + coût des fonds au prix du marché)

Aux fins de calculs du CASO ou FSS, le taux de base bancaire (prime rate) a été retenu comme coût au marché (coût relatif) des ressources financières des IMF.

iii. **La marge d'intermédiation**

C'est la différence entre le rendement tiré des investissements et le coût des fonds utilisés dans le financement de ces investissements. Il en existe plusieurs variantes : a) la marge d'intermédiation nominale est la différence entre le taux d'intérêt moyen effectivement facturé et le coût moyen nominal des fonds ; b) la marge d'intermédiation brute est la différence entre le taux de rendement brut du portefeuille et le coût moyen effectif des fonds.

iv. **Efficiency administrative**

L'efficacité administrative est déterminée par la capacité de l'IMF à maîtriser ses coûts opérationnels, en les maintenant à un niveau raisonnable en pourcentage du portefeuille, ou par agence ou succursale. En

effet, un niveau élevé des coûts opérationnels exprimés en pourcentage du portefeuille brut obligera l'IMF à charger des taux d'intérêt excessifs pour assurer l'équilibre opérationnel et financier.

7. PRODUCTIVITE

La productivité s'entend de la performance des ressources humaines et matérielles dont dispose l'IMF. Le nombre d'emprunteurs, de déposants, le volume de crédit par employé et par succursale sont les principaux critères de productivité retenus en microfinance.

i. Productivité du personnel

Elle est mesurée par le nombre de prêts par employé ou par agent de crédit. Le montant du portefeuille géré par employé est une autre mesure de l'efficacité du personnel.

ii. Productivité du réseau

Elle est mesurée par le nombre ou le volume de prêts géré par succursale ou agence.

8. METHODOLOGIE DE CREDIT

i. Crédit individuel

Cette méthodologie est celle dans laquelle le crédit est accordé à un individu qui en assume seule la responsabilité directement auprès de l'institution créancière. C'est cette méthodologie de crédit qu'utilisent essentiellement les Caisses d'Épargne et de Crédit et les filiales et satellites de banques commerciales. Cependant, contrairement aux pratiques des autres IMF, il faut être détenteur d'au moins une part sociale de la CEC pour être éligible à un bénéficiaire de son crédit.

ii. Banque communautaire (BC)

Selon cette méthodologie, l'IMF octroie un prêt global à un regroupement de 20 à 35 individus baptisé «Banque Communautaire». Cette dernière est responsable de la répartition des ressources du prêt entre ses membres. Elle est aussi responsable des recouvrements auprès de ces derniers, lors de réunions régulières pour faire face au service de la dette globale envers l'IMF. Il s'agit d'un crédit assorti d'une caution solidaire. Le prêt global à la banque communautaire est renouvelable, mais seuls les membres ayant respecté leurs obligations ont droit au renouvellement de leur quote-part dans le prêt global.

En plus du prêt, l'IMF fournit à la BC de l'assistance tant dans la formation de la banque que dans la détermination des règles de fonctionnement. L'une des règles essentielles de fonctionnement est celle qui oblige les membres à une épargne de capitalisation de la BC qui lui permettra de faire éventuellement du crédit à ses membres de manière autonome - et à terme, de fonctionner comme une structure indépendante. L'effort d'épargne des membres est le plus souvent un discriminant du volume de crédit auquel ils ont droit individuellement.

iii. Groupe solidaire (GS)

Dans la méthodologie de « groupe solidaire » le mode opératoire est identique à celui de « banque communautaire, notamment au niveau de l'assortiment du crédit d'une garantie solidaire des membres bénéficiaires ultimes. Cependant, il existe une différence fondamentale au niveau des objectifs. En effet, si l'objectif final des BC c'est d'arriver à des structures autonomes de crédit dotées de capacité de continuité opérationnelle, tel n'est pas le cas pour les « groupes solidaires ». Ce qui explique l'absence d'obligation d'épargne aux membres pour bénéficier d'un crédit. Les GS seront donc, pendant toute leur existence, tributaire d'une IMF d'encadrement

iv. Mutuelle de solidarité (MS)

Une mutuelle de solidarité est un groupe de personnes ayant des liens solides entre eux (origine socioprofessionnelle, lieu de résidence, famille, amitié, etc.) qui décident de créer un fonds alimenté par leurs cotisations, en vue d'atteindre un objectif clairement défini, lequel est le plus souvent l'octroi du crédit aux membres du groupe sur une base rotative. Contrairement aux banques communautaires, les MS sont indépendantes dès le départ : les règles de fonctionnement sont établies par le groupe lui-même sans ingérence d'une quelconque IMF, même si cette dernière peut être une source alternative de fonds pour suppléer à l'insuffisance des ressources internes et également d'assistance technique.)

9. LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS

	Orientation	Indicateurs	Formule et/ou approche
Caractéristiques institutionnelles	Profil de l'échantillon d'institutions sur lequel porte l'étude	Nombre d'institutions, Nombre total d'employés, Nombre total de succursales	Décompte (tris à plat)
		Total de l'actif brut, Ventilation de l'échantillon par statut juridique et par secteur	Sommation et tris croisés
		Nombre moyen d'années de fonctionnement en tant que IMF	Somme des années d'opérations / nombre d'inst.
		Actif brut total moyen par institution	Total actif brut / # institutions
		Nombre moyen d'employés	# employés / # d'institutions
		Nombre moyen de succursales par institution	# succursales / # institutions
Critères d'étendue et de portée (Outreach) (Analyse descriptive)	Analyser le niveau, l'étendue et la profondeur des opérations du secteur. Cette analyse est évidemment portée sur les données quantitatives	Nombre total d'emprunteurs actifs	# d'emprunteurs de l'échantillon : Sommation ou analyse quantitative à 1 variable
		% d'emprunteurs par sexe	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par secteur	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% emprunteurs par statut juridique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par méthodologie	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		% d'emprunteurs par département géographique	# emprunteurs du groupe / total emprunteurs
		# moyen d'emprunteurs par institution	# total d'emprunteurs / # d'institutions
		Portefeuille brut (HTG)	Portefeuille avant provision pour mauvaises créances et radiation de l'année : Sommation ou analyse quantitative à une variable
		% portefeuille par sexe	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par secteur	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par méthodologie	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		% portefeuille par statut juridique	Portefeuille du groupe / Portefeuille brut
		Portefeuille moyen par emprunteur	Total portefeuille brut / # d'emprunteurs
		Portefeuille moyen du secteur (ou sous-secteur)	Total portefeuille brut / # d'institutions
		Nombre d'épargnants et de comptes	# d'épargnants de l'échantillon : Sommation et/ou Analyse à une variable quantitative
		% volontaires (épargnants et comptes)	# d'épargnants Volontaires./ # total d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		% obligatoires (épargnants et comptes)	# d'épargnants obligatoires / # d'ép. - # comptes obligatoires / # comptes
		# moyens d'épargnants et de comptes par type d'inst.	# d'ép. Du groupe / # d'épargnants
		Volume des épargnes (HTG)	Balance des comptes d'épargne : Sommation ou analyse à une variable quantitative
		% volontaires	Vol. d'épargnants volontaires/ Vol. total d'épargne
		% obligatoires	Vol. d'épargnants obligatoires / Vol. Total d'épargne
		Epargne moyenne par épargnant et par compte	Solde des comptes d'épargne volontaires/ # d'épargnants Solde des comptes d'épargne volontaires / # de comptes
		Epargne moyenne du secteur ou sous-secteur (Balance)	Solde des comptes d'épargne volontaires./ # d'institutions

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères financiers	Situation et performance en termes de viabilité financière à long terme du secteur et de ses grandes composantes sur la base d'indicateurs de structure financière, de rentabilité de l'investissement global, de rendement brut et de marge sur certains investissements spécifiques et d'autosuffisance	Structure financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Ratio de capitalisation 2. Coefficient de levier financier 3. % du portefeuille financé par des dépôts 4. % des ressources totales venant des déposants 5. % des dettes provenant des déposants 6. Taux d'endettement financier institutionnel 	Les ratios d'endettement <ol style="list-style-type: none"> 1. Fonds propres / Actif total 2. Dettes totales / Actif total 3. Total dépôts / Portefeuille brut 4. Total dépôts / Actif total 5. Total dépôts / Total dettes 6. Dettes institutionnelles à intérêts / Total dettes
		Performance financière <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendement de l'actif (ROA) 2. Rendement des fonds propres (ROE) 3. Autosuffisance opérationnelle 4. Autosuffisance financière 	Ratios de rentabilité <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Actif total moyen 2. Bénéfice net / Fonds propres moyens 3. Revenus d'exploitation normale / (dépenses d'exploitation + frais financiers + dépenses de provision)
		Marge et rendement <ol style="list-style-type: none"> 1. Marge nette 2. Taux de rendement brut de l'actif 3. Taux de rendement brut du portefeuille 4. Taux de rendement réel du portefeuille 5. Coût moyen de dettes 6. Marge d'intermédiation 	Ratios de marge et de rend. <ol style="list-style-type: none"> 1. Bénéfice net / Revenus Bruts d'exploitation 2. Revenus. Bruts d'exploitation / actif moyen 3. Revenus du portefeuille / Portefeuille moyen 4. Rend. Brut du PF – taux d'inflation. / (1+ taux d'inflation.) 5. Dépenses d'intérêt. / Dettes moyennes. 6. Taux de rendement brut du portefeuille – coût moyen dettes

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères opérationnels	Performance opérationnelle sur la base d'efficacité et de productivité	Efficiéce 1. Dépenses opérationnel en % du portefeuille brut 2. Rémunération du personnel en % du portefeuille brut 3. Coût par emprunteur 4. Coût par prêt 5. Coût par gourde d'actif 6. Coût par succursale	Ratio d'efficiéce opérationnelle 1. Dép. D'exploitation / PF brut moyen 2. Frais de personnel / PF brut moyen 3. Dép. D'exploitation / # emprunteurs 4. Dép. D'exploitation / # prêts 5. Dép. D'exploitation / actif total moyen 6. Dép. D'exploitation / #succursales
		Productivité 1. # emprunteurs par employé 2. #emprunteurs par agent de crédit 3. # prêts par employé 4. # prêts par agent de crédit 5. #Epargnants volontaires par employé 6. #comptes d'épargne volontaire par employé	Ratios de productivité 1. # emprunteurs./ # employés 2. # emprunteurs / # agents crédit 3. # prêts / # employés 4. # prêts / #agents de crédit 5. # épargnants Vol./ # employés 6. #comptes d'épargnants. Vol / # employés 7. NB : Tous ces ratios seront calculés à partir de chiffres moyens
	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères de qualité de l'actif et de couverture des risques	Qualité du portefeuille et structure de l'actif	1. Taux de contamination du portefeuille 2. Taux du portefeuille affecté par des arriérés de plus de 30 jours 3. Taux de provisionnement du portefeuille affecté 4. Taux de l'actif générateur de revenus par nature	Portefeuille avec arriérés / portefeuille brut Taux du portefeuille arriérés >30j / portefeuille Balance des provisions / Portefeuille avec arriérés (Total portefeuille + placement + autre investissement productif par nature) / Actif total

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Critères socio-économiques	La contribution directe de la microfinance au PIB, à la création et à la distribution de revenus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Valeur ajoutée directe 2. % de la valeur ajoutée directe rémunérant le facteur travail 3. Rapport entre la rémunération per capita dans le secteur de la microfinance et le revenu per capita du pays 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Revenus bruts totaux (intérêts commissions, change et autres) Moins Dépenses d'intérêts 2. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / revenu national per capita 3. Dépenses de rémunération du personnel des IMFs / valeur ajoutée des IMFs
Critères commerciaux ou de marketing (Produits et pricing et pénétration du marché)	<p>L'évolution dans le temps du product-mix de la microfinance et des conditions de l'offre</p> <p>Le niveau de diversification dans le secteur de la microfinance</p> <p>Type de technologies modernes utilisées dans la livraisons des produits et services financiers et dans le suivi des opérations</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de produits offerts 2. Types de crédit offert (identification à partir d'une liste à fournir dans le questionnaire) 3. Nombres d'instruments d'épargne disponibles 4. # d'instrument de crédit disponible 5. Nombre et % d'institutions utilisant certaines technologies spécifiques (liste à fournir) 6. #d'instruments autres que l'épargne et crédit disponibles 7. Nom du produit vedette en dehors de l'épargne et le crédit 8. Niveau de pénétration du marché par les instruments autre que l'épargne et le crédit 9. Taux d'intérêt effectif sur le crédit 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Décompte ou sommation 2. Décompte ou sommation 3. Décompte ou sommation 4. Décompte ou sommation 5. Décompte ou sommation 6. Tris à plat ou tableaux de fréquence 7. Nombres d'utilisateurs et revenus annuels générés pour chaque produit 8. Intérêts et commissions effectivement perçues sur une base annuelle / Montant du prêt effectivement reçu par l'emprunteur (Taux de rendement interne du prêteur)
Critères de «Gouvernance et gestion des ressources humaines»	<p>Niveau d'adéquation et d'uniformisation de la structure organisationnelle des IMFs – Niveau d'utilisation d'outils de gestion modernes.</p> <p>Adéquation du déploiement des ressources humaines</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'IMFs ayant une structure normale ou typique c'est-à-dire fonctionnelle à 4 niveaux de management (Assemblées, Conseil et comités, Directions, services) – Niveau de fonctionnalité des différents organes 2. Nombre d'IMFs utilisant de manière systématique des outils modernes de gestion 3. Répartition du personnel entre personnel de direction, de crédit, d'opération, de marketing et d'administration 4. Existence et fonctionnement d'un programme de formation du personnel 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Type de management – Fonctionnalité de l'assemblée générale - Nombre de membres du Conseil d'Adm. – Fonctionnalité du CA – Existence et fonctionnalité d'un comité de crédit - Existence d'une politique et des procédures de crédit- - Processus d'approbation des dossiers de crédit (Les membres du comités de crédit signent les dossiers collectivement lors des réunions ou reçoivent les dossiers individuellement dans leurs bureaux) 2. Utilisation de plan stratégique – % d'institutions utilisant un budget et faisant le suivi budgétaire – de manuel de procédures comptables – de logiciels informatiques – de programme de formation du personnel : 3. % du personnel de direction % du personnel de crédit % du personne d'opérations % personnel de marketing % du personnel d'administration 4. % du personnel ayant reçu une formation formelle au cours des deux derniers exercices

LES BASES D'ANALYSES ET LES INDICATEURS (SUITE)

	Orientation	Indicateurs	Formules et/ou approche
Analyse inférentielle	Déduire, à partir des chiffres moyens de l'échantillon, la taille globale du marché selon différents indicateurs	Taille globale du secteur en termes de : <ul style="list-style-type: none"> • Actif total • Portefeuille • Epargne • Autres ressources externes • Fonds propres • Nombre de déposants • Nombre d'emprunteurs • Nombre d'employés • Valeur ajoutée directe Taux de croissance annuelle des indicateurs	Moyenne de l'échantillon par catégorie homogène X par population totale dans chaque catégorie, puis sommation Taux de croissance des indicateurs entre la date de la dernière étude et celle de la présente étude

2. LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE ET FINANCIERE D'HAÏTI ET SON EVOLUTION

TABLEAU 20: SYNTHÈSE DES DONNÉES ECONOMIQUES, FINANCIERES ET SOCIALES (1996 A 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	46,647	54,005	62,997	69,254	77,580	85,700	94,028
Taux de croissance du PIB	2.4	2.7	2.2	2.7	0.9	-1.0	-0.3
Taux d'investissement (en % du PIB)	28.1%	24.5%	26%	27.7%	27.3%	25.9%	25.06%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	17%	17%	8.3%	10%	15.3%	12.3%	10%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	5,284	5,645	6,237	8,483	9,849	10,594	11,403
Importation FOB (en millions de gourdes)	13,479	14,280	16,770	20,568	25,923	30,973	33,851
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	914.3	1028.1	1104.2	1165.6	1179.6	1188.9	1170.6
Variation des arriérés extérieurs	-4.4				3.95	6.86	28.16
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	16.51	16.70	16.95	16.94	28.35	24.00	29.70
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)		-649.25	-834.28	-880.95	-905.7	-1001.64	-1090.75
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	4,768.7	7,628.8	8,906.8	9,827.2	13,511.0	12,309.0	14,085.4
Créances nettes sur l'Etat	4,956.4	5,379.9	5,884.13	7,455.8	9,489.9	12,111.9	15,064.4

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	14,220.9	16,413.5	18,824.6	22,049.9	30,188.9	31,753.4	37,228.8
Variation de la masse monétaire		15.42%	14.69%	17.13%	36.91%	5.18%	17.24%
Vitesse de circulation de la monnaie	3.28	3.29	3.35	3.14	2.57	2.70	2.53
Finances publiques							
Recettes totales (en millions de gourdes)	3,436	4,782	5,383	6,275	6,170	6,332	7,722
Dépenses totales (en millions de gourdes)	4,120	5,798	6,788	7,906	8,141	8,589	10,377
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-684	-1,016	-1,405	-1,631	-1,971	2,257	-2,655
Pression fiscale	7.4%	8.9%	8.5%	9.1%	8.0%	7.4%	8.2%

TABLEAU 20 (SUITE) SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (1996 À 2002)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	7,329,646	7,482,103	7,637,731	7,796,595	7,958,765	8,124,307	8,293,292
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%	2.08%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	5,918.29	7,217.89	8,248.13	8,882.60	9,747.74	10,420.46	11,113.08
PIB par habitant (en dollars courants)	393.50	425.83	438.03	524.36	344.08	408.81	374.18
Espérance de vie à la naissance (années)	54	54	54	54	50	50	50
Taux d'alphabétisation des adultes						48.8	49.8
Indice de développement humain	0.340	0.350	0.338	0.340	0.430	0.430	0.465
Taux de chômage	60%	60%	50%	80%	50%	50%	60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21: SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 A 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Comptes économiques							
PIB nominal (en millions de gourdes)	85,700	94,028	119,758	140,387	168,034	200,456	247,529
Taux de croissance du PIB	-1.0	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.2
Taux d'investissement (en % du PIB)	25.9%	25.06%	30.69%	27.3%	27.4%	28.9%	25.7%
Taux d'inflation (prix à la consommation)	12.30%	10%	42.46%	22.53%	14.84%	12.4%	7.9%
Secteur Extérieur							
Exportation FOB (en millions de gourdes)	10,594	11,403	18,946	21,555	24,222	28,660	27,255
Importation FOB (en millions de gourdes)	30,973	33,851	57,317	61,784	64,552	85,413	85,193
Encours de la dette extérieure (millions de dollars)	1,188.90	1,211.90	1,287.40	1316.30	1,337.82	1,419.25	1,541.02
Variation des arriérés extérieurs	6.86	28.18					
Taux de change effectif réel (gourdes/dollars)	24.00	29.70	42.03	36.82	43.04	39.13	35.76
Monnaie et Crédit							
Position extérieure nette (en millions de dollars)	-1001.64	-1090.75	-1,102.25	-1,363.58	-1,025.54	-935.44	-918.55
Crédit à l'économie (en millions de gourdes)	12,309.1	14,085.4	18,720.2	20,238.8	24,534.3	25,953.3	28,430.8
Créances nettes sur l'Etat	12,111.9	15,064.4	18,323.0	21,242.8	21,193.0	20,607.8	18,946.9
Masse monétaire – M3 (en millions de gourdes)	31,753.4	37,228.8	52,027.9	56,761.0	68,289.7	75,278.5	78,879.0
Variation de la masse monétaire	5.25%	17.24%	39.75%	9.10%	20.31%	10.23%	4.78%
Vitesse de circulation de la monnaie	2.66	2.53	2.30	2.47	2.46	2.66	3.14
Finances publiques							
Recettes totales (millions de gourdes)	6,332	7,722	10,503	12,474	16,253	20,414	23,667
Dépenses totales (en millions de gourdes)	8,589	10,377	14,150	17,165	19,247	21,204	28,471
Solde budgétaire (en millions de gourdes)	-2,257	-2,655	-3,647	-4,691	-2,994	-790	-4804
Pression fiscale	7.39%	8.21%	8.77%	8.89%	9.67%	10.18%	9.56%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

TABLEAU 21 (SUITE) : SYNTHÈSE DES DONNÉES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES (2001 À 2007)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Secteur Social							
Population (en millions d'habitants)	8,124,307	8,293,292	8,373,750	8,455,963	8,538,984	8,622,820	8,707,476
Taux de croissance démographique	2.08%	2.08%	2.00%	2.00%	0.98%	0.98%	0.98%
PIB par habitant (en gourdes courantes)	10,420.46	11,113.08	14,301.60	16,602.13	19,678.45	23,247.15	28,427.18
PIB par habitant (en dollars courants)	408.81	374.18	340.27	450.90	457.21	594.10	794.98
Espérance de vie à la naissance (années)	52.4	52.6	49.1	49.4	51.6	52	59
Taux d'alphabétisation des adultes	48.8	49.8	50.8	51.9	51.9	51.9	51.9
Indice de développement humain	0.468	0.471	0.467	0.463	0.475	0.482	0.529
Taux de chômage	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%	50-60%

Elaboré par SMG à partir des données de la BRH, du PNUD et de l'IHSI

3. SITUATION ET PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE HAÏTIEN

1. ORIGINES DE L'ECART DE CAPACITE BENEFICIAIRE ENTRE 2006 ET 2007

	2007	Valeur	2006	Valeur	
Source de performance comparative		comparative		comparative	
Meilleur pricing des prêts	•	6,518			
Meilleur rendement sur les placements			•	107,241	
Meilleure composition de l'actif			•	71,301	
Meilleure contribution des autres revenus	•	80,320			
Meilleur coût des fonds			•	154,281	
Meilleure composition du passif	•	10,451			
Meilleur contrôle des salaires			•	150,634	
Meilleure productivité du personnel	•	125,905			
Meilleur contrôle des dépenses par succursale			•	2,790	
Meilleure productivité du réseau	•	44,809			
Meilleur contrôle des frais généraux directs	•	197,816			
Meilleure taille des comptes			•	133,444	
Ecart sur dépenses d'amortissement			•	30,609	
Plus faible "provisionabilité" des prêts improductifs	•	123,694			
Plus faible improductivité du portefeuille	•	18,889			
Moins de perte d'intérêts sur prêts improductifs	•	45,762			
Meilleur taux d'imposition	•	19,280			
Effet base imposition			•	8,726	
Effet taille globale	•	45,348			
Ecart de profit	•	59,764			
Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL					
	2007	Niveau	2006	Niveau	
Plus grande part de marche en termes d'actif		100.00%		100.00%	
Meilleur classement en termes d'actif		NA		NA	
Plus grand réseau	•	133		145	
Meilleur classement en termes de réseau		1e		1e	
Meilleure capitalisation (non pondéré)	•	7.01%		5.30%	
Meilleure capitalisation (Cooke)	•	19.04%		14.35%	C
Meilleure qualité de l'actif (plus faible taux d'improductivité)	•	9.98%		11.14%	A
Meilleur coefficient d'exploitation		73.01%	•	70.66%	M
Meilleure prime par unité de risque financier	•	0.0012		0.0011	E
Meilleure position des liquidités		33.97%	•	34.03%	L

Comparaison de 2007 et 2006 sur la base de taille, de classement et du CAMEL

2. SECTEUR BANCAIRE : BILANS COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
ACTIF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Disponibilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Encaisse	961,163	1,059,498	1,538,800	1,561,756	2,196,234	2,998,826	2,750,727	3,131,435	3,280,391	3,028,954
Avoirs à la Banque	3,259,341	3,271,679	5,941,369	7,120,504	7,796,382	11,595,639	16,069,777	14,692,435	16,312,632	18,252,219
Avoirs à l'étranger	904,645	872,116	2,462,150	1,841,044	2,022,444	2,279,350	1,451,119	3,130,040	3,038,875	3,343,820
Avoirs dans les Banques locales	230,341	240,331	91,340	320,054	790,939	1,069,314	1,468,027	1,204,030	1,452,562	1,726,469
Autres Liquidités	425,181	468,062	558,133	619,413	740,796	1,052,053	714,218	1,005,051	1,057,011	1,715,074
	5,780,671	5,911,685	10,591,793	11,462,771	13,546,795	18,995,182	22,453,868	23,162,991	25,141,472	28,066,536
Bons B.R.H	1,666,868	3,099,604	1,358,623	2,777,000	3,151,417	3,818,000	3,543,775	5,527,100	7,683,507	9,008,380
Autres Placements	1,058,990	1,369,154	2,999,245	2,511,709	3,236,215	7,448,054	7,303,934	10,359,554	12,684,076	12,128,584
Portefeuille Net	7,963,443	8,546,407	11,377,844	10,576,882	12,161,804	16,228,318	17,059,241	20,724,021	20,486,580	22,564,576
Immobilisations	1,021,277	1,207,805	1,506,885	1,757,347	1,987,371	2,387,724	2,810,292	3,409,020	4,305,416	4,425,368
Autres Actifs	719,672	962,527	1,121,419	1,207,942	1,243,768	2,039,200	2,759,913	2,627,957	2,218,356	3,570,813
	12,430,250	15,185,497	18,364,016	18,830,880	21,780,575	31,921,295	33,477,155	42,647,652	47,377,935	51,697,721
Total Actif	18,210,921	21,097,182	28,955,809	30,293,651	35,327,370	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,407	79,764,257
PASSIF										
Dépôts										
A vue	3,791,242	4,560,733	5,732,860	6,087,011	8,268,674	11,073,163	13,002,480	16,697,374	18,071,251	19,978,076
Épargne	6,477,155	7,746,820	9,924,884	10,168,704	12,219,239	17,234,819	18,417,050	22,799,131	24,185,085	25,373,571
A terme	5,080,010	5,888,936	8,842,139	9,732,607	9,716,605	14,721,008	16,637,631	17,274,644	19,054,885	20,679,019
	15,348,406	18,196,488	24,499,884	25,988,322	30,204,518	43,028,990	48,057,161	56,771,149	61,311,221	66,030,665
Obligations à vue										
Banques locales	328,039	60,500	62,827	29,000	302,704	497,670	410,495	375,605	193,271	818,703
Banques à l'étranger	13,805	-	-	889	-	-	-	157,029	-	436,576
Autres	908,018	1,198,677	1,144,133	1,366,466	1,315,525	2,406,991	2,470,570	2,390,795	2,605,500	2,987,055
	1,249,862	1,259,177	1,206,960	1,396,356	1,618,229	2,904,660	2,881,065	2,923,430	2,798,771	4,242,334
Obligations à terme										
Banques locales	27,155	60,691	722,475	128,505	224,048	363,614	241,755	372,820	234,775	516,722
Banques à l'étranger	-	-	44,305	48,436	129,457	79,848	69,964	103,302	74,346	-
Autres	277,803	272,439	347,071	398,213	391,066	781,904	726,303	1,055,618	1,002,212	1,175,574
	304,958	333,130	1,113,851	575,155	744,571	1,225,366	1,038,022	1,531,740	1,311,332	1,692,296
Autres Passifs	268,250	219,895	685,155	578,003	719,640	1,027,235	1,007,272	1,288,244	3,257,712	2,210,465
	17,171,477	20,008,690	27,505,850	28,537,835	33,286,958	48,186,252	52,983,520	62,514,562	68,679,037	74,175,761
AVOIR DES ACTIONNAIRES										
Capital versé	634,721	635,085	843,977	904,916	933,316	990,815	1,127,938	1,408,213	3,592,994	1,770,760
Réserves	181,098	74,006	146,467	185,842	247,231	363,410	450,263	377,699	918,333	836,936
Surplus d'Apport	38,338	102,702	52,561	84,973	96,204	108,298	65,641	402,763	(1,138,739)	491,419

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
BNR	185,286	276,698	406,955	580,087	763,660	1,267,703	1,303,661	1,107,406	467,782	2,489,382
	1,039,444	1,088,491	1,449,959	1,755,817	2,040,411	2,730,225	2,947,503	3,296,081	3,840,369	5,588,496
Total Passif + Capital	18,210,921	21,097,181	28,955,809	30,293,652	35,327,369	50,916,477	55,931,023	65,810,643	72,519,406	79,764,257

Source : BRH

3. SECTEUR BANCAIRE : COMPTES D'EXPLOITATION COMPARATIFS DES 10 DERNIERES ANNEES

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
MARGE NETTE D'INTERET										
Revenus d'intérêt/										
Prêts	1,504,831	1,432,025	1,757,653	2,431,003	2,188,746	3,120,670	3,486,213	2,773,314	3,138,658	3,373,366
Autres (incluant Bons B.R.H)	327,081	323,940	566,992	742,933	568,864	953,093	1,471,975	731,881	1,744,273	1,889,636
	1,831,913	1,755,965	2,324,645	3,173,936	2,757,610	4,073,763	4,958,188	3,505,196	4,882,931	5,263,002
Dépenses d'intérêt	810,573	699,336	925,122	1,440,463	907,849	1,399,232	2,225,525	987,321	1,355,414	1,619,721
MARGE NETTE D'INTÉRÉT	1,021,340	1,056,629	1,399,522	1,733,473	1,849,761	2,674,531	2,732,663	2,517,874	3,527,517	3,643,281
AUTRES REVENUS										
Commissions	163,213	231,272	264,605	342,353	358,879	565,869	599,670	691,307	845,161	944,913
Gain sur change	105,569	184,459	462,947	461,237	322,266	505,436	369,303	455,225	524,065	609,174
Autres	144,371	119,764	100,002	104,010	270,656	387,282	431,727	643,715	723,993	619,452
Autres revenus	413,152	535,494	827,554	907,600	951,800	1,458,588	1,400,699	1,790,247	2,093,219	2,173,538
PRODUIT NET BANCAIRE	1,434,492	1,592,123	2,227,076	2,641,073	2,801,561	4,133,119	4,133,363	4,308,121	5,620,736	5,816,820
Prov. pour créances douteuses	93,465	106,291	146,645	174,051	185,660	184,510	299,035	298,510	166,973	38,482
BÉNÉFICE AV. DÉP. D'EXPL										
& IMPOTS SUR LE REVENU	1,341,027	1,485,832	2,080,431	2,467,022	2,615,901	3,948,609	3,834,328	4,009,612	5,453,763	5,778,338
DÉP. D'EXPLOITATION										
Salaires et Avantage Sociaux	516,002	553,606	652,782	796,158	873,036	1,037,596	1,181,995	1,259,530	1,444,379	1,618,882
Frais de locaux	51,580	52,098	68,399	101,269	130,496	189,732	227,290	246,167	267,247	252,940
Amortissement	129,607	157,492	207,101	220,102	230,626	256,498	275,524	314,237	360,742	391,351
Autres dép. d'Exploitation	478,330	466,315	613,664	848,190	992,749	1,382,608	1,618,470	1,650,038	1,899,252	1,983,811
Total dépenses d'exploitation	1,175,519	1,229,511	1,541,946	1,965,718	2,226,907	2,866,434	3,303,279	3,469,971	3,971,620	4,246,984
BÉNÉFICE AV. Impôts/Revenu	165,508	256,321	538,486	501,304	388,994	1,082,175	531,049	539,640	1,482,143	1,531,354

Impôts sur le revenu		69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258	
Valeur à régulariser		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Impôt net		69,908	59,665	105,623	120,037	72,824	247,362	102,242	140,842	262,811	252,258	
BÉNÉFICE NET OU PERTE NETTE			95,600	196,656	432,863	381,267	316,169	834,813	428,807	398,798	1,219,332	

Source : BRH

4. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles ou Abréviations	Signification
Adm., adm.	Administration, Administratif
ANACAPH	Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes
ANIMH	Association Nationale des Institutions de Microfinance d'Haïti
BC	Banque Communautaire
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque Intercontinentale de Développement Commercial
BNC	Banque Nationale de Crédit
BPH	Banque Populaire Haïtienne
BRH	Banque de la République d'Haïti
CA	Conseil d'Administration
CASF	Coefficient d'Autosuffisance financière
CASO	Coefficient d'Autosuffisance Opérationnelle
CEC	Caisse d'Épargne et de Crédit
CNC	Conseil Nationales des Coopératives
DAI	Development Alternatives, INC.
DID	Développement International Desjardins
FDI	Fonds de Développement Industriel
FENACAP	Fédération Nationale des Caisses Populaires
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
GS	Groupe Solidaire
IMF	Institution de Microfinance
Inst.	Institution
KNFP	Konsèy Nasyonal Finansman Popilè
MS	Mutuelle Solidarité
MSME	Micro, Small and Medium Enterprise
NA, na	Non applicable
ND, nd	Non disponible
ONG	Organisme Non Gouvernemental
Opér., opér.	Opérationnel
PAP	Port-au-Prince
PAR	Portefeuille à Risque
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
Portef.	Portefeuille
ROA	Return on Asset
ROE	Return on Equity
Sogebank	Société Générale de Banque, S.A.
TRB	Taux de Recouvrement Brut
TRC	Taux de Recouvrement Cumulé
TRI	Taux de Rendement Interne
TRN	Taux de Recouvrement Net
USAID	Agence Américaine pour le Développement International

5. LISTE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE COMPOSANT L'ÉCHANTILLON

SIGLE	NIM
FHAF	Fonds Haïtien d'Aide à la Femme
SFF	SEVIS FINANCYÉ FONKOZE
MCN	Micro Crédit National
SOCOLAVIM	Société Coopérative Lavi miyo
COSODEV	Société Coopérative pour le Développement
SOGESOL	Société Générale de Solidarité S.A
CONAC	Coopérative Na changé
FONDESPOIR	Fondespoir
ACLAM	World Concern Haiti/ACLAM
ACME	Association pour la Coopération avec la Microfinance
GTIH	Groupe Technologie Intermédiaire d'Haïti
FEMA	Finansman pou Ede Moun Avanse/World Relief
CEC	Coopérative des Enseignants des Cayes
CPSRM	Caisse Populaire Sainte-Rose de Maniche
SUCCES	SUCCES
KOTELAM	KOTELAM
CAPOSAC	Caisse Populaire Sainte-Anne de Camp-Perrin
ID	Initiative développement
KREDI POPILE	Banque de l'Union Haïtienne S.A/Kredi Popile
CECCOMH	CECCOMH
LUMUTEC	Lumière Mutuelle de Crédit
SOCOMEK	Société Coopérative Men Kontre
KOPLES	Koperaitv pou Lespwa
KPSEK	Caisse Populaire Ste-Hélène Carice
KEKAM	Kès epay ak kredi pou Avansman mamlad
CAPOSMA	Caisse Populaire Solidarité de St-Michel de l'Atalaye
FINCA HAITI	FINCA Haiti
GRAIFSI	Groupe d'Appui pour l'intégration de la femme du secteur Informel
COOPECS	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Saint-Louis
COD/EMH	Bureau de Coord. des Programmes de l'Eglise Méthodiste d'Haïti
CPD	Caisse Populaire de Dauphin
KPLKM	Kès Popilè Leve Kanpe Milot
KPLAN	Kès Popilè Lazil NiP
CECAP	Caisse d'Épargne et de Crédit pour l'Avancement de Port-à-Piment
MCC	Micro Crédit Capital
SOCEM	SOGEM
KPD	Kès Popilè Dezam
CAPAJ	Caisse Populaire pour l'Avancement de Jérémie
KPL	Kès Popilè Lestè
CAMEC	CAMEC
CLEF	Caisse Léoganaise d'Épargne et de financement
CPSA	Caisse Populaire Ste-Anne
KAPOSOV	Caisse Populaire Solidarité Verrettes
ATPB	Asosyasyon Travayè Peyizan Bonbad
APLB	Asosyasyon Peyizan Le Blan
ADEPSCOJ	Association pour le Développement de la 1ère section de Jean Rabel
COCADAMA	Coopérative et Caisse Populaire et Agricole de dame Marie
UJBAM	Union des Jeunes de Bombardopolis pour un Avenir Meilleur

SIGLE	NIM
MODEL	Mouvman Pou Devlopman Lakay
KPFTB	Kès Popilè Fòs Trankil Bochan
KPSJ	Kès Popilè Setyèm Seksyon Janrabel
KONEKKO	Koperativ Nasyonal Epay Kredi ak Konsyomasyon
COPAM	Coopérative des Paysans Agriculteurs de Morne Rond
FONKOZE	Fondasyon Kole Zepòl
KPSP	Kès Popilè Sere Pwete
CPUP	Caisse Populaire Union de Plaisance
CAPOMA	Caisse Populaire Mont Carmel d'Arniquet
CREPES	Caisse Régionale pour la Promotion Économique et Sociale
CPDAM	Caisse Populaire de Dame-Marie
CPC	Caisse Populaire La Concorde
SOCOREDNO	SOCOREDNO
CAPOMAR	Caisse Populaire de Mare Rouge
COPECPRA	Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Petite Rivière de l'Artibonite
CPEJ	Caisse Populaire Espoir de Jacmel
CPACJ	Caisse Populaire Avenir de Cayes-Jacmel
CAPPEV	Caisse Populaire Petite Épargne de la Vallée
CECA-NIPPES	CECA-NIPPES
Coopeclas	Coopérative d'Épargne et de Crédit de Lascahobas
MCDFR	Mouvement Commun. pour le Développement de Fond Ramadoux
CRSM	Centre de Recherche pour Soutenir les Malheureux
KOSOL	Koperativ Solèy Leve
COMOG	Coopérative la Montagne Godette
CDPGJ	Coopérative pour le Dével. de la Pêche de Gros Sable Jean Rabel
AFR	Asosyasyon Fanm Remon
ODF	Organisation pour le Développement pour le Far West
CBEG	Coopérative Bonne Entente de Guinaudée
CODEB	Coopérative pour le Développement de Belle-Anse
KEPOMEK	Kès Popilè Men Kontre
CAPCOOP	Caisse du progrès de Carrefour
MUCEC	Mutuelle Croissance Economique de Code

SMG / UNIQ/HAÏTI MSME/USAID: ETUDE SUR LA MICROFINANCE EN HAÏTI

6. FORMULAIRE DE COLLECTE DE DONNEES AUPRES DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

Caractéristiques institutionnelles

						Code	
1.	Nom				1A. Sigle		
2.	Nbre d'années d'activité générale		3. Nombre d'années en tant que IMF				
4.	Localisation du siège	A. Commune				B. Département	
5.	# de Bureaux dont le siège soc.		5A. À PAP		5B. Villes de prov.		5C. Zones rurales
6.	Nombre d'employés	Total		6A. Hommes		6B. Femmes	7. Actif total
8.	Type d'institution (note 1)				9. Date du début de l'exercice fiscal		
#	But financier (à but lucratif =1 ou non lucratif 2)				10A. Affiliation (note 2)		

Outreach (Etendue et portée)

11. Nombre d'emprunteurs

Ventilation par sexe des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	11-1. Nombre d'emprunteurs (Hommes)				11-2. Nombre d'emprunteurs (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
	Total	-		-		-

12. Le portefeuille brut (montant en HTG)

a) Ventilation par sexe des bénéficiaires et par méthodologie employée						
Méthodologie/sexe	12-a-1. Portefeuille brut (Hommes)				12-a-2. Portefeuille brut (Femmes)	
	au 30/9/2008		au 30/9/2007		au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Crédit direct individuel					
ii	Banque Communautaire					
iii	Groupe Solidaire					
iv	Mutuelles de Solidarité					
	Total	-		-		-

b) ventilation par secteur d'activité				
Méthodologie/sexe		En % du portefeuille brut		
		au 30/9/2008		au 30/9/2007
i	Production	0.00%		0.00%
ii	Commerce			
iii	Services			
iv	Consommation			
v	Logement			
vi	Education			
Total		0.00%		0.00%

Note 1 / Type d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque Filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

c) Ventilation par zone (urbaine ou rurale) - Nombre d'emprunteurs et volume de crédit						
Méthodologie/sexe		12-c-1. Nombre d'emprunteurs			12-c-2. Portefeuille brut	
		au 30/9/2008		au 30/9/2007	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i	Port-au-prince					
ii	Provinces-zones urbaines					
iii	Zones rurales					
v	Total	-		-	-	-

13.

Nombre de déposants et de comptes

a) Nombre de déposants

Méthodologie/sexe	13-a-1. Nombre de déposants	
	au 30/9/2008	30/9/2007
Déposants volontaires		
i Déposants aux comptes bloqués		
ii Total	-	-

b) Nombre de comptes

	13-a-2. Nombre de comptes	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
Comptes non bloqués		
Comptes bloqués		
Total	-	-

14. **Volume de dépôts et autres ressources**

Volume de dépôts

	14-a-1. Volume de dépôts	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
Déposants volontaires		
i Déposants aux comptes bloqués		
ii Total	-	-

b) Autres ressources financières

	Montant des autres ress. Financières	
	au 30/9/2008	au 30/9/2007
i Emprunt à taux commercial (MLT)		
ii Emprunt à taux concessionnel (MLT)		
iii Emprunt CT à taux commercial		
iv Emprunt CT à taux concessionnel		
v Autres passifs		
vi Subvention capitalisée		
vii Fonds propres		
viii Total	-	-

Qualité de l'actif

15. Qualité de l'actif

a) Qualité du portefeuille de prêts

	Méthodologie/sexe	Chiffres en HTG	
		au 30/9/2008	30/9/2007
i	Portef. avec plus de 30j d'arriérés		
ii	Montant des provisions		
	Montant des radiations de l'année		
iii	Total	-	-

b) Structure de l'actif

		Chiffres en HTG	
		30/9/2008	30/9/2007
i	Liquidité (encaisse+Banque)		
ii	Immobilisations nettes		
	Autres actifs improductifs par nature		
iii	Total actifs stériles	-	-
iv	Portefeuille net		
v	Placement à CT et à LT		
vi	Autres actifs productifs par nature		
vii	Total de l'actif productifs par nature	-	-
viii	Total	-	-

Structure des produits et des charges

Structure des revenus bruts et des charges

a) Structure des revenus bruts

	Type	Revenus bruts en HTG	
		ex.2006-2007	ex.2005-2006
i	Revenus d'intérêts sur prêts		
ii	Revenus de frais de dossiers		
iii	Autres revenus de crédit		
iv	Revenus d'intérêt sur placement		
v	Autres revenus		
vi	Total revenus	-	-
vii	Perte	-	-

b) Structures des charges

		Montant des c	
		ex.2006-2007	
i	Charges financières (dépendances d'int.)		
ii	Frais de personnel		
iii	Dépenses liées aux pertes sur prêts		
iv	Autres dépenses d'exploitation		
v	Total charges	-	-
vi	Bénéfice net (ou assimilé)	-	-

Marketing

Avez-vous les produits et services suivants

- i Transferts de fonds
- ii Change
- iii Assurance

18. Utilisez-vous les technologies suivantes dans la livraison des services et dans le suivi des opérations

- i Guichet ambulant
- ii Technologies portables
- iii Téléphones cellulaires

iv chèque

iv Services inter-caisses

v Coffre-fort

v Services informatisés

Taux de rémunération des épargnes et prêts

19-1. Taux d'int. moyen payé sur les dépôts

Taux d'intérêt sur l'épargne	Taux moyen
Epargne Volontaire	
Epargne bloquée	

19-2. Taux de rémunération des prêts

Taux d'intêts moyen sur les prêts	
Taux moyen de frais de dossiers	
Epargne bloquée en % du prêt	

Gouvernance et Ressources Humaines

20. Indiquer par un X la structure qui se rapporte le plus de

a

Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle	Directions Fonctionnelles
------------	--------------------	---------------	---------------------------

(4 niveaux)

b

Assemblées	Conseil et Comités	Direction Gle
Conseil	Direction Gle	Directions Fonct.

ou bien

(3 niveaux)

c

Direction Gle	Directions Fonctionnelles
---------------	---------------------------

(2 niveaux)

d

Responsables d'unités

(structure flat)

21.1 Nombre de membre dans le CA

21.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

22.2 Nombre de réunions par année

Nombre de membre dans le comité de crédit

23.2 Nombre de réunions par année

24. **Veillez fournir les informations suivantes concernant les outils de gestion administrative et financière utilisée**

A. Outil de Gestion administrative

	Si c'est non applicable : NA
	Date
i	Dernière révision des procédures adm.
ii	Dernière révision des procéd. comptables
iii	Dernière révision du manuel du personnel
iv	Dernière révision du manuel du personnel
v	Nbre d'employés formés ces 2 dernières années

B. Outil de Gestion Financière

	Si c'est non applicable : NA
i	Base de votre budget (annuelle ou mensuelle)
ii	Sens de l'écart Budgétaire (Excédent ou déficit?)
iii	Montant de l'écart Budgétaire
iv	Dernière date des projections financières

C. Audit et evaluation

i	Date du dernier audit
---	-----------------------

ii	Date de la dernière évaluation
----	--------------------------------

25. Veillez fournir les infos suivantes concernant la politique et les procéd. de crédit

26. Veillez fournir les informations suivantes

A. Mise à jour des politiques et procédure de crédit		Date
i	Dernière révision de la politique de crédit	
ii	Dernière révision des procédures de crédit	
iii	Dernière formation du personnel de crédit	
iv	Montant maximum de crédit par client	
v	Montant minimum de crédit par client	
vi	Durée minimum des prêts	
vii	Durée maximum des prêts	

politique des taux d'intérêt sur prêts et le m
d'évaluation des dossiers

26A. Modalité de calcul des inté

i Intérêt flat

ii Intérêts prélevés d'avance

iii Intérêts sur le solde dégres

iv Autre à préciser

B. Fixation des limites internes

				Minimum	Maximum
i	Montant du crédit nécessitant l'approb. du Comité de Crédit				
ii	Montant du crédit nécessitant l'approb. du CA				
iii	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				
iv	Nbre de signatures requises pour l'approb. du crédit par le CA				

26B. Mode d'évaluation des dos

i Tradition

ii Scoring

26C. Procédures d'approbation de d

i Signatures simultanées lors de

ii Collecte de signature de chaque

iii L'une et/ou l'autre

iv Non applicable

Nom de la personne responsable

Email

Téléphone 1

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Téléphone 2

<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------

Pour toutes questions concernant ce formulaire contactez :

SMG-Haïti - 722-1907, 713-9938, 242-3242

[email : smg@smghaiti.com](mailto:smg@smghaiti.com)

martine@smghaiti.com

lhermite@smghaiti.com

Note 1/ Types d'institution	
1	Caisse d'épargne et de crédit
2	Banque, filiale et satellite de banque
3	ONG
4	Fondation
5	Association
6	Autres

Note 2/ Affiliation	
1	ANACAPH
2	ANIMH
3	DID
4	KNFP
13	ANACAPH/DID
24	ANIMH/KNFP
99	Autres

--	--

N.B

Si la question n'est pas applicable à votre institution, à l'espace réservé à la réponse, Inscrivez "NA"	NA
Si l'information n'est pas disponible au moment de remplir le questionnaire, à l'espace réservé à la réponse, inscrivez « ND »	ND

7. LES INTERVENANTS, PARTIES PRENANTES ET FACILITATEURS

1. SMG/UNIQ

Lhermite FRANCOIS	Chef de projet, Responsable de l'étude au niveau du SMG
Martine L. FRANCOIS	Administration, contrôle de la qualité
Esther Mahothièrè	Assistante Administrative, Dactylographie
Arnelle Blain	Opération de saisie et de traitement primaire des données
July Nelson	Opération de saisie et de traitement primaire des données
Marlène P. Vital	Collecte et saisie de données

2. HAÏTI MSME

Greta Greathouse	Directeur, Représentante du Maître d'ouvrage
John Jepsen	Directeur Adjoint, Représentant du Maître d'ouvrage

3. DID

Réal DESCHENES	Assistance technique
Michelle BRETON	Assistance technique
Colette TELCERA	Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH

4. ANACAPH

Yolène JACQUET	Assistante technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de DID/ANACAPH, et assistance à la collecte des données auprès des caisses sans affiliation
----------------	--

5. KNFP

Lionel Fleuristin	Assistance technique - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de KNFP
-------------------	--

6. ANIMH

Pascale Théodate	Conseillère - Coordination de la collecte des données au niveau des membres de l'ANIMH
------------------	--